

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 109
JEUDI 17 JUIN 1971

CONTRE LA FASCISATION

La fraction fasciste de la bourgeoisie a renforcé son offensive. Pour cela, elle a utilisé une vieille méthode : la provocation. Ce qui s'est passé le 5 juin au Quartier latin n'est rien d'autre. Pourquoi la police, d'habitude si prompt à matraquer les manifestants, est-elle intervenue avec deux heures de retard ? Est-il exact que le 5 juin un ordre de la préfecture ait été transmis aux commissariats interdisant toute patrouille sur le lieu des provocations ? Est-il encore exact que certains « vandales » soient descendus auparavant de cars de police ? Toujours est-il que la fraction fasciste de la bourgeoisie en a profité pour accélérer le processus de fascisation. Marcellin dépose un projet de loi visant à liquider la liberté d'association. Il crée une police politique chargée de la chasse aux progressistes et révolutionnaires. Il annonce le renforcement des contrôles et du quadrillage policiers. On voit ce qu'il entend lorsqu'il dit : « *que ceux qui nous demandent de maintenir l'ordre ne nous en discutent pas les moyens* ». Pleven dépose un projet de loi visant les ouvriers qui séquestrent leurs exploiters. Les Républicains soi-disant indépendants appellent à l'épuration de l'appareil d'Etat et des services publics. Il ne s'agit pas là de simples mesures de répression mais d'un bond en avant dans la fascisation de l'Etat.

Face à cela, les dirigeants révisionnistes restent fidèles à leur trahison lorsque René Andrieu dans un éditorial de l'Huma-blanche du 10 juin tente de démontrer que ce sont les « gauchistes » qui provoquent le fascisme. Il « oublie » les leçons de Georges Dimitrov. Si la bourgeoisie prépare le fascisme c'est parce qu'elle sent monter la colère, l'esprit révolutionnaire, du plus profond de la classe ouvrière. Elle est hantée par un spectre : la révolution prolétarienne. Andrieu « oublie » encore que ce sont ses amis qui ont appelé la répression, qui ont souhaité la loi dite « anti-casseurs », qu'ils justifient la répression par leur campagne sur le thème « *gauchistes-fascistes* » dédouanant ainsi à bon compte les véritables fascistes : ceux qui sont dans l'appareil d'Etat. Il ne dit pas non plus et pour cause que s'il existe en France un courant gauchiste au sens de Lénine, c'est la conséquence directe du révisionnisme.

Partout où cela sera possible nous appellerons les militants de base honnêtes mais trompés du P.«C.»F. à l'action contre la fascisation, à lutter à nos côtés contre les mesures fascistes.

C'est dans l'unité de la classe ouvrière à la base et dans l'action que réside la riposte à la fascisation.

Durant longtemps, les marxistes-léninistes ont été seuls à dénoncer la fascisation de l'Etat. Aujourd'hui, des yeux s'ouvrent et nous nous en réjouissons. C'est le cas, lorsque la C.F.D.T. parle de « *... mesures qui caractérisent un Etat policier et qui, si elles ne sont pas rapidement combattues, risquent d'engager irrémédiablement le pays dans la voie d'un régime pré-fasciste* ». Mais c'est une chose que de dénoncer la fascisation, l'essentiel est de la combattre effectivement.

Nous soutiendrons toute action combattant *réellement* la fascisation et impulserons l'action de la classe ouvrière contre elle, en n'oubliant jamais notre but essentiel : la révolution prolétarienne qui seule mettra définitivement en échec le fascisme.

François Marty nous a montré la voie. Nous lui serons fidèles : Unir tout ce qui peut être uni dans la VIGILANCE ET L'ACTION CONTRE LA FASCISATION !

EN AVANT VERS LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

VIGILANCE ET ACTION !



Manifestation ouvrière anti-fasciste en 1934
Contrairement aux allégations de l'ignorant Georges Marchais, les poings brandis ont pour signification, parfaitement juste : « Contre le fascisme tous unis comme les cinq doigts de la main ! »

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE LE PROLÉTARIAT SE SERVE DE L'HUMANITÉ ROUGE (2)

CE NUMÉRO 109 DE 12 PAGES EST VENDU SUR
DEUX SEMAINES AU PRIX HABITUEL DE 1 FRANC.
LE PROCHAIN NUMÉRO SORTIRA JEUDI 1^{er} JUILLET.

« L'Humanité Rouge » est au service de la classe ouvrière de France dans son combat pour se libérer définitivement du joug des exploités.

Ses colonnes sont ouvertes à tous les ouvriers, à tous les travailleurs, qui se dressent pour lutter contre la dictature de l'Etat bourgeois, au service des monopoles.

Que chaque lecteur — Vieil abonné, comme celui qui découvre SON journal pour la première fois — s'en empare pour expliquer à tous les autres son exploitation, ses luttes, ses vic-

toires, sa certitude de vaincre.

— Sa diffusion est une diffusion militante ; c'est aussi, en première ligne, à ses lecteurs ouvriers de la prendre en main : En passant « L'Humanité Rouge » aux camarades d'atelier, aux copains, aux voisins ; en la diffusant dans l'usine et dans les quartiers prolétariens.

— Son financement n'a rien à voir avec celui de la presse bourgeoise (ou révisionniste). Pas de subventions, pas de publicité scandaleuse et mensongère, mais les petites sommes, fidèles et régulières, des exploités, ca-

pables de sacrifice pour la diffusion de leurs idées et de leurs luttes.

Que tous s'inspirent de l'attitude prolétarienne exemplaire de ce jeune camarade ouvrier dont nous reproduisons, ci-dessous, la lettre.

Lettre

d'un jeune ouvrier

le 10 juin 1971

Camarades,

Je me présente : j'ai 18 ans (presque) et je travaille dans l'automobile. Je sors de classe de 3^e avec le BEPC, et je file droit pour sortir avec CAP et une entrée gratuite dans le groupe esclave du monde capitaliste, chez Renault ou autres.

J'achète l'H.R. dans le kiosque de la gare, ou dans une librairie. Je préfère l'acheter au numéro car mes parents qui voient ma passion pour la politique d'un mauvais œil, à moins que ce soit mon opinion qui engendre ce mauvais œil. Ils font donc un léger blocus. Mais je crois que je vais m'abonner à l'H.R., mais à une condition, c'est que l'enveloppe ne porte pas de slogan. Un jour va venir où je serai plus libre, et là, ce sera autre chose.

Je suis en contact avec Radio-Pékin et Radio-Tirana, qui m'envoient de nombreuses revues. Je possède de nombreux livres de Marx et Lénine, et encore plus de Mao Tsé toung.

J'aimerais vous aider. Si je le peux, j'aimerais devenir militant et diffuser l'H.R. Je pourrais avoir l'H.R. en plusieurs exemplaires aux kiosques, puis les vendre, mais j'élimine ainsi des points de ventes. Je crois que je vais trouver une combine avec un camarade de mon groupe (que j'ai fait) et qui n'a pas de blocus. Nous avons décidé à deux, lui et moi, de vendre l'H.R. n° 109 massivement dans notre ville et la région avoisinante. Lui aussi veut devenir militant de l'H.R. Je ne sais pas comment il faut vous régler les recettes de la vente de l'H.R. mais j'espère que vous me le communiquerez dans votre réponse. Je suis sûr (nous) que vous pouvez avoir confiance en nous. Expliquez-nous notre chemin à suivre pour vendre H.R. et vous aider. En espérant recevoir de vos nouvelles, je vous prie de croire, camarades, que nous soutenons de tout notre possible votre lutte qui est celle du peuple (de ceux qui luttent pour se libérer d'un gouvernement bourgeois capitaliste).

Votre camarade F.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Un jeune ouvrier	Montrauil	5 F
Un ancien cheminot	Nord	12 F
Un couple d'ouvriers	Région Parisienne	4 F
Un ouvrier tanneur	Le Puy	10 F
Un jeune ouvrier marxiste-léniniste	Paris 19 ^e	50 F
Un ancien chef de groupe F.T.P.F.		3,20 F
Une travailleuse	Région parisienne	4 F
Des travailleurs	Nord	40 F
Un travailleur	L'Hay-les-Roses	12 F
Un sympathisant	Bobigny	10 F
Un étudiant fils d'ouvrier spécialisé	Sartrouville	10 F
Un cheminot lecteur sympathisant	Région Parisienne	5 F
Les communistes marxistes-léninistes	Amiens	13 F
Un chercheur	Paris	20 F
Un étudiant	Grenoble	10 F
A.	Marseille	10 F
Un couple de travailleurs	Banlieue Parisienne	18 F
C.D.H.R. (2 ^e versement de juin)	Noisy-le-Sec	500 F
Un artisan	Dordogne	3 F
Un lecteur	Région Parisienne	4 F
En hommage à François Marty, un vétéran	Le Mans	10 F
Anonyme	Paris 4 ^e	3 F
Une travailleuse du CROUS	Toulouse	10 F
R.L.	Var	5 F
C.D.H.R.	Saint-Maur	30 F
Des camarades	Sables-d'Olonne	10 F
Un lycéen marxiste-léniniste	Paris	5 F
Un abonné	Loire-Atlantique	100 F
Une cheminote lectrice sympathisante	Région Parisienne	20 F
M.P. (versement de juin)	Nîmes Garons	20 F
Un travailleur	Grand Couronne	10 F
Un intellectuel	Paris	50 F
Un abonné	Marseille	50 F
Un ouvrier	Paris	40 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	155 F
Une technicienne en grève	Paris	10 F
Un abonné	Ain	3 F
Une vietnamienne	Paris	5 F
Anonyme	Mayenne	20 F
Cercle Barlagne	Région Parisienne	100 F
D.G.	Chambéry	2 F
Un étudiant cambodgien	Paris	10 F
Un abonné	Grenoble	50 F
Une camarade	Paris	100 F
C.D.H.R.	Toulouse	414 F
Anonyme	Paris	10 F
Un agent de l'EDF	Indre-et-Loire	20 F
2 ouvriers	Saint-Ouen	6 F
A.	Marseille	100 F
Un sympathisant	Paris	1 F
Des sympathisants	Allemagne	5 F
Pour que l'H.R. survive et serve le prolétariat, un ouvrier du bâtiment	Le Havre	2,50 F
Anonyme	Paris	2 F
R.L.	Var	5 F
Un vieux militant cheminot	Région Parisienne	5 F
J.P.A.	Savoie	8 F
Un travailleur	Paris 5 ^e	1 F
Des camarades	Decazeville	10 F
Un travailleur algérien	Banlieue Parisienne	4 F
C.D.H.R.	Dijon	80 F
Un étudiant d'Assas	Paris	30 F
Un lecteur cheminot pour que l'H.R. triomphe	Région Parisienne	10 F
Un ouvrier	Paris	20 F

Total de la semaine 2 294,70 F
Total précédent 81 856,69 F
Total général 84 151,39 F

QUELQUES OUVRAGES dont nous conseillons la lecture

Marx-Engels : Le Manifeste du Parti Communiste (1,20 F).
Lénine : L'Etat et la Révolution (1,40 F) ; La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky (1,40 F) - La maladie infantile du communisme (le gauchisme) (1,40 F).

Staline : Des principes du léninisme (1,80 F) - Les Questions du léninisme (20 F) - Lénine (3,50 F).

Mao Tsé toung : Citations (le célèbre petit livre rouge) (1,40 F) - Les cinq articles les plus lus (0,50 F) - De la juste solution des contradictions au sein du peuple (1 F) - Les 4 essais philosophiques (1,40 F) - Intervention à la Conférence Nationale du Parti Communiste Chinois sur le travail de propagande (0,50 F) - Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yanan (0,50 F) - Préface et post-face à « l'enquête à la campagne » (0,50 F) - La démocratie nouvelle (1 F) - Réformons notre étude (0,50 F) - Pour un style de travail correct dans le Parti (0,50 F) - Méthode de travail des comités du Parti (0,85 F) - Raffermer le système de comité du Parti (0,85 F) - La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois (1 F) - La situation actuelle et nos tâches (1 F) - Sur notre politique (1 F) Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais (20 mai 1970) (0,35 F) — Catalogue complet sur demande.

Lin Piao : Rapport au 9^e congrès du Parti Communiste Chinois (0,50 F).

Enver Hoxha : Rapport présenté à la première conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie (1942) (1 F) - Discours prononcé à la réunion des 81 Partis Communistes et Ouvriers à Moscou le 16 novembre 1960 (2 F).

Etudions la théorie marxiste-léniniste en étroite liaison avec la pratique révolutionnaire (1 F) - C'est dans l'unité Parti-Peuple-Pouvoir que réside notre force (1,50 F).

« Histoire du Parti du Travail d'Albanie » ch. I, II et III : (4 F) - ch. IV et V : (4 F).

Truong-Chinh : Le Président HO-CHI-MINH, leader vénéré du peuple vietnamien (2 F).

Jacques Jurquet : Le Printemps révolutionnaire de 1968 (3 F) - Vive l'immortelle Commune de Paris (1 F).

— Aux éditions du « Centenaire de la Commune de Paris » (B.P. 120, Paris-20^e). Vive le Centenaire de la Commune ! (recueil des deux textes : « Il y a cent ans était proclamé la Commune de Paris » (par Radio-Tirana (Albanie)) ; « Vive la victoire de la dictature du prolétariat » (éditorial commun de plusieurs journaux chinois) (3 F).

« Auguste Blanqui, un révolutionnaire des temps d'orage », d'après André Marty (3 F).

QUELQUES ROMANS ET RECITS REVOLUTIONNAIRES

Edgar Snow : Etoile rouge sur la Chine (27,50 F).

Lissagaray : Histoire de la Commune (9,90 F).

Ostrovsky : Enfants par la tempête (14,50 F).

Fatmir Gjita : Le Marais (roman albanais) (23 F).

Anh Duc : Hon Dat (roman vietnamien) (6,90 F).

Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie « Le Phénix », 72, bd de Sébastopol - Paris-3^e (ou par notre intermédiaire : ajouter 15 à 20 % de port environ sur toute commande).

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique et politique en m'abonnant

Nom	Abonnement ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois 10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois 20 F	40 F	40 F
	1 an 40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F ; trois mois 30 F.

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

COMMENT SOUSCRIRE A H.R.

En versant :

— Par mandat ou mandat-lettre adressé à « L'Humanité Rouge » - B.P. 365-02 ; Paris R.P.

— En timbre-postes (à notre B.P.).

— Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72 La Source).

TOULOUSE

A bas le racisme anti algérien

Dernièrement, le gouvernement algérien a mis un terme aux prétentions des impérialistes français de s'enrichir impunément avec les richesses pétrolières algériennes.

Les fascistes, nostalgiques du colonialisme français en Afrique, ont trouvé la prétexte pour déchaîner leur haine de l'Algérie indépendante et des travailleurs algériens en France.

LES DEUX ATTAQUES D'AIR ALGERIE :

Le 17 mai entre 23 heures et minuit, place Wilson, une vingtaine de parachutistes Bérets Rouges agressent sauvagement au moins 8 travailleurs algériens qui passaient tranquillement.

Sous les coups de pieds et les coups de ceinturons des nerfs, 3 travailleurs seront blessés grièvement. Les passants s'indignent et prennent le parti des travailleurs algériens.

Il est à remarquer que la *Dépêche du Midi*, le journal local dirigé par la racaille sioniste et social-démocrate, titrait le lendemain : « *Ratonnades : à Toulouse* ». Mais le surlendemain, elle s'empresse d'excuser les fascistes en disant notamment qu'« *il s'était agi d'une expédition punitive à la suite d'un incident survenu le vendredi 14 mai* ».

Mais la campagne raciste anti-arabe ne se limite pas aux agisse-

ments des voyous fascistes. Sur les chantiers, dans les organismes d'embauche, les petits chefs s'empresent d'obéir aux directives de la presse qui ment et qui tue pour le capital : « *T'es algérien, va chercher du boulot ailleurs* ». De même les travailleurs algériens ont nettement plus de difficultés pour se loger depuis quelques mois.

Le capital, activement aidé pour la circonstance par les sionistes, distille son venin anti-arabe, notamment dans la *Dépêche du Midi*. Son but fondamental c'est

- de diviser la classe ouvrière,
- d'implanter la haine anti-arabe chez les travailleurs français,
- de dresser ces derniers contre leurs frères de classe algériens.

La seule force capable de mettre en échec ces manœuvres de la bourgeoisie, c'est l'unité des ouvriers français et immigrés dans la lutte :

- Pour leurs revendications immédiates ;
- Pour imposer un salaire égal pour un travail égal ;
- Pour la dictature des prolétaires français et immigrés.

Comme à Renault :
OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, TOUS UNIS DANS LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE.

Correspondant H.R. Toulouse

Un silence qui en dit long

Dans « Les chènes qu'on abat » livre publié par André Malraux, le 10 mars 1971 et consacré aux souvenirs de feu le général de Gaulle, on relève le passage suivant :

De Gaulle déclare :

« A la libération, la faune politique me prenait pour un amateur. Et moi, qui pourtant la connaissais, j'étais déconcerté par son incapacité de savoir ce dont elle parlait. La Révolution ? Le seul révolutionnaire c'était moi. Bien sûr, il y avait les communistes pour qui le mot signifiait la prise du pouvoir par leur parti. Et pourtant, bien des années, plus tard, en Mai 1968, leur chef a dit à notre ministre de l'Intérieur : « **NE CEDEZ PAS !** » (1).

Curieux, vraiment curieux !

Et pourquoi me direz-vous ? n'est-ce pas là un des mensonges habituels de la bourgeoisie qu'il faut dénoncer comme les autres ?

Oui. Mais voilà, c'est que parmi l'armée de plumitifs que le P.C.F. entretient à sa solde, et prompts à polémiquer avec le « Monde », Rocard ou autres, aucune voix, je dis bien AUCUNE, ne s'est élevée pour opposer un démenti à cette affirmation. C'est aussi que ce « Ne cédez pas ! » a bien été la position officielle et publique exprimée par l'URSS en Mai 1968.

C'est aussi que les ouvriers de France constatent que les dirigeants du Parti et du syndicat qui prétendent les représenter s'évertuent à leur crier « Cédez ! » dès qu'ils se dressent, comme aux Batignolles ou à Renault, contre leurs exploitateurs.

Alors ? Il est des silences qui sont des aveux !

(1) En 1968, le secrétaire général du P.C.F. encore en activité était Waldeck Rochet et le ministre de l'Intérieur était Christian Fouchet.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

BERLIET-VEISSIEUX

Les 400 O.S. des chaînes de montage, de moteurs et de finition des usines lyonnaises entament leur 7^e semaine de grève. Ils répliquent ainsi aux prétentions de la direction qui « exige » l'augmentation de la productivité sur les chaînes, en « compensation » des augmentations de salaires qu'elle a été contrainte d'accorder.

Une puissante délégation des grévistes a manifesté dans les rues de Lyon et occupé l'immeuble de la direction départementale de la main-d'œuvre. Soutenue par l'ensemble des 10 000 travailleurs de la firme, la lutte continue.

A bas les cadences infernales !

CHEMINOTS

Partie d'Avignon, la grève démarrée le jeudi 10 s'est rapidement étendue, notamment dans le Nord, l'Est et la Région Parisienne. Les cheminots, qui ont jugé à leur vraie valeur les « accords » passés sur leur dos, exigent une augmentation de leurs salaires, perpétuellement rognés par l'incessante hausse du coût de la vie. L'occupation de la gare d'Avignon par les CRS dès le déclenchement du mouvement, qui constitue une scandaleuse provocation, n'a donc pas réussi à étouffer la lutte. Bien au contraire celle-ci se développe avec une grande ampleur.

COLGATE-PALMOLIVE A COMPIEGNE

Les 950 travailleurs de l'usine ont démarré depuis plusieurs jours une série de grèves tournantes et débrayages. La direction de ce trust américain n'a pas hésité : elle a lock-outé l'ensemble des travailleurs et fait occuper l'usine par les CRS. Mais ces manœuvres n'intimident pas les travailleurs : la direction a dû reculer et réouvrir l'usine. Les ouvriers reprennent le travail, fermement décidés à poursuivre l'action jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications.

USINOR-DUNKERQUE

La grève avec occupation se poursuit

sans faiblir pour l'augmentation de 30 centimes des salaires horaires que la direction s'obstine à refuser. Vendredi une forte délégation de grévistes a bloqué quelques heures la direction dans ses bureaux pour exiger satisfaction de leurs revendications.

LE MANS

Combativité exceptionnelle dans le département de la Sarthe où les grèves avec occupation se multiplient, pour l'augmentation des salaires et contre le chômage.

— Compagnies d'Assurances : les 3 000 employés entament leur seconde semaine de grève avec occupation.

— Société Générale des Fonderies à Antoigné : grève des métallurgistes pour une augmentation des salaires.

— « Nouvelles Galeries » du Mans : les employés en grève exigent que leurs salaires — inférieurs de 60 F par mois — soient alignés sur ceux d'Angers.

— PROMECAM (Château du Loir) : les cent ouvriers, en grève depuis une semaine, viennent de décider l'occupation de l'usine.

A SAINT-FONS

Solidarité des travailleurs des usines Rhône-Poulenc, Société Industrielle des Silicoles, Saint-Gobain, Rhodia-Ceta-Belle-Etoile, l'Air liquide, etc., aux travailleurs de Ciba qui poursuivent la grève pour exiger la levée des licenciements arbitraires de syndicalistes.

A la société des Industries Plastiques de Meyzieux les travailleurs, qui ont obtenu la réintégration de 4 salariés arbitrairement licenciés, poursuivent la grève avec occupation pour une majoration de 0,50 francs des salaires horaires.

TUBESCA (Noisy-le-Sec)

Les travailleurs débrayent plusieurs heures par jour pour empêcher les licenciements d'une ouvrière.

**A bas les licenciements arbitraires !
Tous unis dans la lutte !**

ST-ETIENNE, ETS DELTAL

Face aux lock-out patronaux Occupons les usines

Depuis le 17 mai, les établissements Meltal à St-Etienne, usine d'outillage occupant 400 personnes, sont en grève pour les revendications suivantes :

- Déplacement du personnel chez Holtzer.
- Prime de transport.
- Prime de vacances.

Face au refus de la direction de satisfaire à ces revendications et devant le mécontentement des ouvriers, les bonzes syndicaux CGT. et C.F.D.T. lancent des mots d'ordre de grève d'une demi-heure ; nous avons même vu un débrayage d'un quart d'heure en fin de matinée.

Ces grèves bidons n'aboutissent à rien, elles découragent les travailleurs qui en ont assez ; certains reprennent le travail ; ce sont des grèves d'usure qui affaiblissent la combativité des ouvriers au seul profit des capitalistes.

A l'occasion des grévettes sur le tas, ceux qui travaillent par équipe et ceux qui travaillent en deux fois débrayent séparément ; aucune réunion d'information, aucune assemblée n'a lieu, les travailleurs restent chacun dans leur coin ou discutent par groupes séparés.

Face à ces mouvements de grève la direction a frappé en lock-outant les ouvriers, (coupure de courant), en réduisant les horaires (ce qui ampute considérablement les salaires.) Certains ouvriers devront vivre avec 150 F de moins par mois sur leurs salaires de misère. Face aux provocations de la direction les syndicats ont été incapables de réagir. Notons qu'il existe une cellule d'entreprise du P.C.F. qui semble avoir complètement « oublié » la lutte de classe.

Aussi les travailleurs unis à la base comprennent fort bien que les grèves bidons ne leur apporteront rien, aussi

vendredi 4 juin ils ont décidé de durcir leur position et sont montés dans les bureaux pour montrer leur force.

Unissons-nous à la base et dans l'action sur de ferme position de lutte de classe.

Refusons les grèves bidons.

Organisons-nous tous ensemble, tenons de véritables réunions d'information, formons des comités de grève où chaque gréviste aura le droit de s'exprimer et c'est ainsi que l'on aboutira à une base d'entente pour organiser la lutte et tous unis nous vaincrons.

Occupons les usines. Sequestrons les cadres et les patrons. Ecrasons le capitalisme. Vive la dictature du prolétariat.

Correspondant H.R.

UN OUVRIER TUÉ, 7 BLESSÉS A L'AZOTE ET PRODUITS CHIMIQUES DE TOULOUSE

CAPITAL ASSASSIN

Dans l'après-midi du 3 juin, une terrible explosion a eu lieu dans la cabine de régulation d'une des quatre unités de synthèse d'ammoniac, tuant l'ouvrier Gilbert Bégué, en blessant grièvement sept. Un clapet ne fonctionnant pas il s'est produit la rotation à l'envers du laveur, ce qui a eu pour conséquence l'explosion d'hydrogène.

Nous accusons la course au profit capitaliste comme seule responsable de cet assassinat ! En effet :

- 1° Le clapet défectueux n'avait pas été visité depuis 5 ans !
- 2° Une fuite d'hydrogène avait été détectée le matin même !
- 3° Une majorité d'ouvriers inexpérimentés travaillaient dans cet atelier particulièrement dangereux !
- 4° Le personnel à l'entretien a subi une réduction constante ces dernières années.

5° Le personnel de fabrication a, de même, été compressé avec parallèlement une augmentation de productivité :

— un seul conducteur avait la charge de 6 laveurs en service ;

— avec un nombre suffisant de travailleurs l'explosion aurait été évitée, comme l'ont prouvé des incidents semblables par le passé.

6° Le personnel de sécurité est en nombre nettement insuffisant : 3 ou 4 pompiers seulement ont combattu l'incendie ; ce sont les travailleurs qui ont courageusement secouru leurs frères de classe blessés.

Qui donc oserait parler de « fatalité » ? Qui donc oserait parler d'« accident » ? La loi de fer du Capital : « Produire toujours davantage pour amasser toujours plus de profits » a conduit les patrons à

ASSASSINER DELIBEREMENT les travailleurs !

Après ce nouvel assassinat à l'APC, les patrons ne mettront pas en œuvre les conditions de sécurité normales d'EUX-MEMES. Seule l'exigence ferme des travailleurs obligera que les conditions de sécurité normales soient rétablies.

Seule l'exigence des travailleurs rejetant les pratiques actuelles de collaboration de classe des directions syndicales, seule une telle exigence permettra que la vie et la santé de nos frères de classes soient épargnées !

En fait seule le socialisme mettra un terme à cette lutte sans fin des travailleurs pour leur sécurité ; ils prendront eux-mêmes les mesures qui s'imposent ; l'Homme, « ce capital le plus précieux », et non le profit, sera au poste de commande !

Correspondant H.R.

Cheminots, c'est vous qui avez déclenché la grève

Déjouez les manœuvres des bonzes !

13 juin, 21 heures

Les cheminots se sont mis en grève depuis le jeudi 10 juin apparemment d'une manière assez brutale.

Mais si nous réfléchissons un peu cette action était prévisible depuis plusieurs mois. Pour tout dire, depuis les accords passés en janvier par les Fédérations unanimes — les accords ne correspondaient pas aux aspirations de la base c'est-à-dire des plus mal payés.

L'augmentation hiérarchisée de 6 %, échelonnée sur un an : rien, et de plus les syndicats s'engageaient pratiquement à ne plus faire grève durant l'année sauf des cas précis.

D'autre part, il y avait une aggravation des conditions de vie et de travail très sensible (augmentation des prix, compression de personnel, horaires de plus en plus durs, augmentation de la productivité, avancement compromis).

Pour la base, le moment était venu de riposter. Déjà des grèves avaient été déclenchées dans d'autres entreprises (Renault, Batignolles, R.A.T.P., etc.).

Pour ne pas se laisser déborder, les syndicats demandent que les négociations prévues pour le 23 juin soient avancées aux premiers jours de ce mois. La S.N.C.F. accepte, et une réunion a lieu le 9 juin. Peu après le début des négociations, première rupture des discussions. Les Fédérations protestent et la C.G.T. souligne la nécessité d'une action d'ampleur nationale sur la base des revendications des Fédérations car ces revendications ne correspondent pas aux aspirations réelles de la base à qui on propose de se déterminer sur les modalités d'une grève de 24 heures reconductible sur les revendications proposées par la Fédération. Ces revendications ne sont pas nettes. Nous vous les citons pour que vous compreniez mieux le mécanisme :

1° Une mesure salariale immédiate en raison des hausses du coût de la vie supérieures aux prévisions, et des manipulations de l'indice officiel pratiquées ;

2° L'aménagement de la gratification d'exploitation payable fin juin de telle sorte qu'elle ne soit pas inférieure à 300 F (ici c'est le seul point précis des revendications posées) ;

3° L'arrêt de la compression des effectifs dans la perspective du retour aux 40 heures au plus tard en 1973 en vue d'améliorer les conditions de travail ;

4° La mise au point du tableau des filières et de la définition des grades préalablement à la transposition sur le nouveau système de rémunérations qui doit intervenir à la fin de l'année.

La base cheminote n'a pas attendu l'invitation lancée pour une « grève de 24 heures reconductible » des syndicats pour le 11 juin. De nombreux centres ont débrayé déjà par réflexe de classe, mais pas du tout pour soutenir des revendications qui ne sont pas celles qu'ils voudraient voir aboutir (Châlons-sur-Marne, Nîmes et surtout Avignon où les C.R.S. viennent expulser sans ménagement les camarades cheminots qui occupaient la gare et le dépôt. Le soir dans la région parisienne, plusieurs triages étaient immobilisés.

Le 11 juin, la grève s'étendait à toute la France. Pratiquement le samedi 12 ce sont les chefs mécaniciens, contrôleurs ou inspecteurs de tractions qui font rouler les trains. Les chefs de gare font le travail de l'homme d'équipe.

La direction rompt les ponts et déclare qu'elle ne reprendra pas les discussions avant mercredi 16.

De son côté, Chaban-Delmas fait une déclaration disant « qu'il ne comprenait pas » ! que les « syndicats ne respectaient pas leurs engagements » ! De toute évidence, les cheminots n'étaient plus ses frères puisqu'ils ne voulaient plus se laisser tondre la laine sur le dos. La radio et la télévision reprennent le refrain en chœur, aidés en cela par les socialistes de la presse bourgeoise et réactionnaire. Séguy, pendant ce temps, déclare à Bordeaux « La grève je m'y attendais, la preuve c'est que je suis parti avec ma voiture. »

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. sortent des tracts disant qu'il faut tenir bon. Dans les réunions dites d'information des cheminots, les rares représentants des Fédérations déclarent qu'il faut faire des piquets de grève, que nous devons durcir le mouvement. Mais on sent aussi qu'il ne tiennent pas à voir les gars se serrer trop les coudes pour garder eux seuls la décision finale.

La question du comité de grève, cette arme de la classe ouvrière qui permet de contrôler parfaitement toutes les tractations entre patrons et syndicats. Pas de liaison entre les différents centres en grève. Des cheminots marxistes interviennent alors dans certaines réunions et remettent en question les revendications justes :

— 1 000 F net et non brut par mois, à l'embauche,

— 40 heures tout de suite sans diminution de salaire,

— Introduction immédiatement de l'indemnité de résidence dans le traitement,

— Garantie des heures de grèves payées à la reprise du travail, etc.

« Nous ne voulons plus nous battre pour des miettes, disent-ils. Pour nous les intérêts de la classe ouvrière passent d'abord par ses besoins. Si nous faisons la grève, ce n'est pas pour remplir les poches de ceux qui tentent de briser notre mouvement et se font les paillasons des patrons. »

Nous disons qu'à l'époque actuelle 1 000 F net est un minimum pour vivre décemment. M. Guibert et M. Chaban-Delmas devraient bien vivre aussi avec 1 000 F par mois ! Nous sommes certains qu'ils changeraient vite leur ritournelle en grincements de dents, en rogne et en grogne.

Les 40 heures tout de suite et non pas dans la perspective de 1973 comme il est prévu par les trop fameux accords de Grenelle qui ont donné le feu vert au démantèlement de la S.N.C.F. Car il est évident que pour la direction il s'agit de gagner du temps pour établir à la S.N.C.F. une administration rentable, renonçant par le fait totalement à la notion de service public, et qui soit entièrement au service des grandes entreprises capitalistes. D'ici 1973, les fermetures de lignes d'établissement vont se succéder à vitesse grand V, les compressions également. Le tout sera compensé par les départs en retraites et l'accélération des cadences de travail. C'est ici que l'on voit la nocivité des accords de Mai 68 dits de Grenelle et de tous les accords qui ont suivi et vont dans le sens des principes de 1968.

Nous disons, nous, que ces accords doivent être dénoncés.

La prime d'indemnité de résidence doit être intégrée dans le traitement.

Par ce moyen, on obtiendra une augmentation sensible des retraites. C'est le meilleur moyen de venir en aide à nos camarades retraités qui ne peuvent plus se défendre et c'est aussi le meilleur moyen d'assurer la nôtre.

Réponse des syndicats : « Camarades, nous avons repris ces revendications depuis longtemps. Mais pour l'instant nous ne sommes pas en grève sur ces revendications. Actuellement, nous avons établi un programme unitaire. Nous nous en tenons à ça. On en discutera plus tard. »

Alors pourquoi poser des revendications justes quand les travailleurs ne bougent pas, et demander des broutilles quand la masse entre dans l'action directe ? Il s'est toujours avéré que l'action était payante et que les discussions autour d'un tapis « dans le calme et la dignité » ça nous donnait des accords de Grenelle.

Nous disons, nous : « Vous vous payez notre tête, Messieurs les dirigeants fédéraux et vos fauteuils de permanents ça vous tient pieds et mains liés ! »

Mais la grève continue et durant cette nuit de dimanche à lundi les dernières nouvelles nous prouvent

que les cheminots comprennent de plus en plus la situation. Certaines gares sont fermées comme aux plus beaux jours de Mai 68 et des P.R.S. (postes spécialement destinés à fournir les itinéraires automatiquement enclenchés) sont pris de force par des grévistes décidés à rompre avec le respect de la hiérarchie et de la légalité bourgeoise, qui prône la « liberté du travail » ! Liberté au profit de qui ? Des patrons bien sûr, puisque dans un régime bourgeois la loi ne peut profiter qu'à la classe au pouvoir.

Qui sait, camarades, peut-être reverrons-nous 1936 ? Les jeunes travailleurs français ont prouvé ces derniers temps qu'ils savaient lutter eux aussi. Le combat continue donc, malgré toutes les pressions et les trahisons des cinq Fédérations de syndicats jaunes qui ont joint leurs mensonges au concert de l'Etat-patron. Oui, nous le disons très sincèrement, nous sommes fiers de vous, camarades, et nous nous efforcerons de notre côté de vous aider à voir clair, car la lutte continue et elle sera très dure.

Les Cheminots
marxistes-léninistes
de la Région parisienne

KODAK-VINCENNES

Grande combativité bradée pour des miettes

La grève des 300 ouvriers de chez Kodak est née de la situation de sous-classification que nous connaissons dans les fabrications.

Kodak exige de nous toujours plus de cadence, toujours plus de rendement sur des machines de plus en plus compliquées, tournant de plus en plus vite, avec des conditions de travail particulièrement pénibles, comme le « noir », le bruit, et cela pour des catégories qui sur un poste de travail déterminé sont les mêmes depuis 50 ans.

Pendant 18 jours, nous avons lutté pour faire céder la direction sur nos justes revendications.

— une seule catégorie pour tous.

— Intégration totale dans les salaires de la prime de rendement.

— La prime de vacances à 1 000 F.

Pendant 18 jours nous avons mené un combat classe contre classe, prenant l'initiative de nouvelles formes de lutte qui ne s'étaient encore jamais vues chez Kodak comme les manifestations au siège social, rue Montaigne et dans les rues de Vincennes où « l'Internationale » et « la jeune garde », à plusieurs reprises, furent chantées avec enthousiasme et détermination.

Et pourtant malgré cette volonté de lutte qui animait chacun d'entre nous, cette grève s'est soldée par un échec.

Nous avons repris pour des miettes (promotion à l'ancienneté, c'est-à-dire une catégorie supplémentaire au bout de 6 ans sur un même poste, puis une autre 12 ans après), résultat d'un compromis entre les syndicats (C.G.T., C.F.D.T.) et la direction.

Quoi d'étonnant à cela, quand on connaît le rôle qu'ont joué les directions syndicales au cours de la grève.

Au bout d'une semaine, voyant que la direction avait concédé la promotion à l'ancienneté, mais qu'elle ne

lâcherait pas sur les autres revendications qui pourtant, pour nous, étaient primordiales, les organisations syndicales ont appelé à reprendre le travail.

Les ouvriers par 193 voix contre 50 ont repoussé cette duperie, manifestant par là leur volonté de poursuivre la lutte en ne cédant ni à la trahison des directions syndicales ni au chantage de la direction qui entendait laisser pourrir la grève.

Tout au long de cette grève, les syndicats nous ont entraînés de négociation en négociation, et chaque fois en nous laissant espérer qu'elles aboutiraient, au lieu de nous mobiliser pour une grève longue et difficile qui seule aurait pu faire céder la direction.

Après ce travail de démobilisation orchestrée par les différentes directions syndicales, le 18^e jour nous étions de nouveau appelés à nous prononcer par un vote à bulletin secret (cet instrument de la bourgeoisie) alors qu'aucune nouvelle proposition n'était intervenue du côté de la direction.

Bien qu'une légère majorité (107 contre 102) se soit prononcée pour la poursuite, les état-majors syndicaux nous ont appelés à reprendre, estimant « la majorité insuffisante pour pouvoir continuer la grève dans l'unité », et compte tenu aussi des difficultés financières que connaissent certains. C'est vrai pour certains travailleurs l'enthousiasme du début cédait le pas au pessimisme, mais ne faut-il pas chercher les causes de ces difficultés dans l'attitude des directions syndicales. Et si 102 travailleurs ont voté pour la reprise, ce n'est pas tant par difficulté financière comme on voulait bien nous le faire croire, mais bien plutôt par lassitude pour une grève que les syndicats ont tout fait pour freiner, dévoyer et brader.

(Suite page 10)

FRANÇOIS MARTY

UN VRAI COMMUNISTE

ALLOCATION PRONONCÉE PAR JACQUES JURQUET AU CIMETIÈRE DE CORBERES

François,
Un jour de 1964 où nous découvrions ensemble l'immense pays socialiste qu'est la République Populaire de Chine, tu te trouvais sur la place Tien An Mên, près du Monument aux martyrs de la Révolution, quand des milliers d'enfants chinois, venus là en cohortes derrière leurs fanions rouges, t'ont littéralement encerclé en criant avec joie : « Bienvenue, l'Oncle ! Bonjour, l'Oncle de l'autre bout du monde ! »

Ce fut à cette occasion, durant les longues années de notre commune vie de militants, que j'aperçus pour une seule fois dans tes yeux l'éclat des larmes. Et tu m'as confié à cet instant précis : « Jusqu'à mon dernier souffle je poursuivrai la lutte pour ces enfants, pour ceux de chez nous, pour ceux du monde. »

Cette lutte, c'était celle des révolutionnaires contre l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, pour le socialisme, pour le communisme.

Tu as tenu cet engagement, François, car tu es mort comme tu as vécu, en militant, en combattant. L'accident qui te ravit à nous est survenu alors que tu te rendais à une réunion.

Mao Tsé toung, que tu as eu le rare honneur de rencontrer par deux fois à Pékin, a écrit que « Tout homme doit mourir un jour, mais (que) toutes les morts n'ont pas la même signification... Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taïchan, mais se dépenser au service des fascistes et mourir pour les exploités et les oppresseurs a moins de poids qu'une plume. »

Ta mort, François, a plus de poids que les montagnes du Canigou, où tu as vécu une large partie de ta vie, parce que tu n'as jamais cessé de servir le peuple en restant fidèle à l'idéal de ta jeunesse, pour lequel tu avais adhéré à la section française de l'Internationale communiste dès 1926.

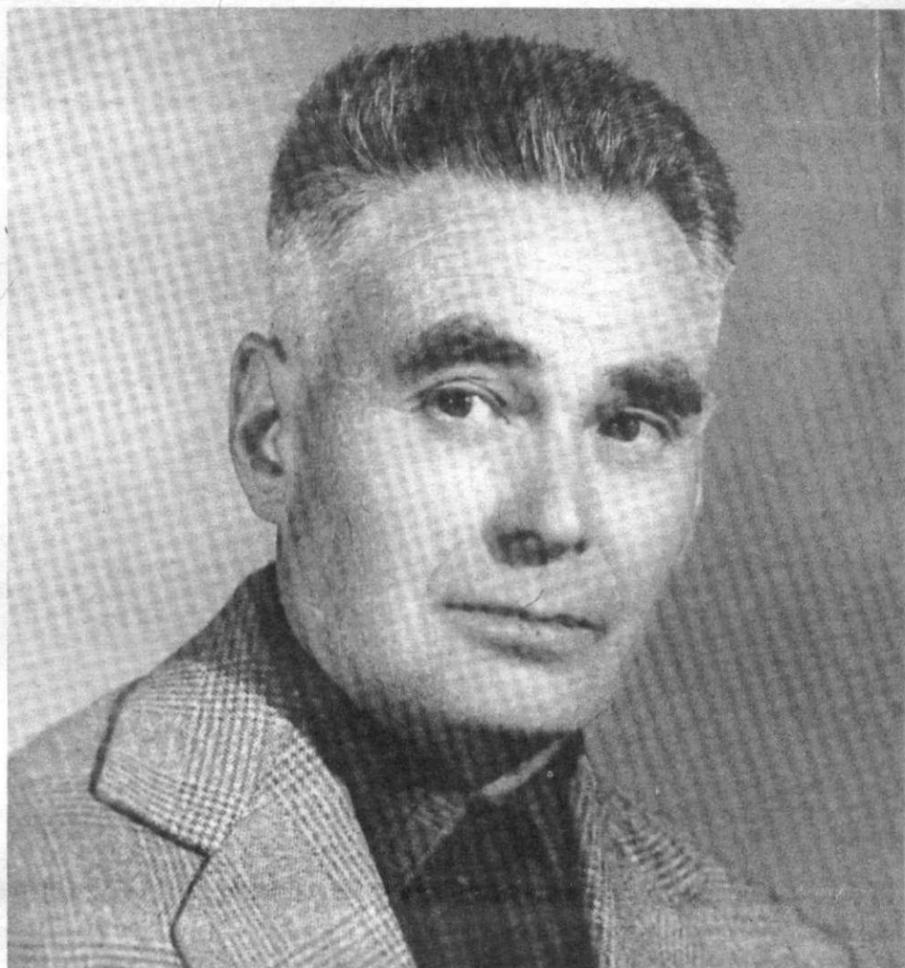
Ta vie de militant est impossible à relater tant elle fut riche et féconde. Elle était entièrement placée sous le signe de l'idéologie prolétarienne. Par ta simplicité continue, par ta modestie naturelle, par ton intégrité presque agressive, par ta bonté spontanée mais toujours perspicace, tu as vécu au milieu des travailleurs les plus simples, ceux des chantiers ou des usines, ceux de la terre et, issu toi-même de leurs propres rangs, tu ne les as jamais trahis, tu as conservé pour toujours leur estime, leur affection, leur plus profond sentiment de classe.

Pendant la guerre d'Espagne, tu fus sans répit aux côtés du peuple espagnol, assumant les fonctions particulièrement délicates que t'avait confiées le Parti.

Sous l'occupation nazie, quand le grand nuage de sang et d'ombre eut couvert notre patrie, tu ne cessas jamais le juste combat, assumant le commandement d'une école de formation des officiers F.T.P. et, sous le pseudonyme du commandant Bourgat, tu organisas et dirigeas les opérations militaires conduisant à la libération de Carcassonne.

Mais lorsque devint évident que le Parti communiste français abandonnait toute ligne révolutionnaire, lorsque de nombreux anciens combattants de la Résistance furent l'un après l'autre éliminés des rangs du Parti qui avait pourtant donné 75 000 des siens dans la lutte pour la Libération anti-fasciste, alors commença pour toi une phase nouvelle de ta vie de militant exemplaire : refusant avec une légitime intransigeance toutes les fables destinées à tromper le peuple, tu as lutté avec intelligence et courage, malgré les menaces les plus odieuses, pour le respect des principes révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Et bientôt, en 1963, tu pris ouvertement position en faveur des thèses du



Notre camarade toujours vivant dans nos luttes d'aujourd'hui et de demain (Photographie de 1966)

Parti Communiste Chinois et du Parti du Travail d'Albanie.

Les dirigeants du Parti communiste français voulurent imposer ton exclusion à ta cellule de base, mais à leur quasi unanimité tes camarades rejetèrent leur prétention ignominieuse. La plupart d'entre eux, petits paysans, ouvriers modestes et honnêtes travailleurs sont ici aujourd'hui pour t'accompagner jusqu'à ton ultime demeure.

En juillet 1964, tu fus l'un des dix fondateurs de la Fédération des cercles marxistes-léninistes, en février 1965 tu lanças le journal l'« Humanité nouvelle », en décembre 1967 tu contribuas à la création du Parti communiste marxiste-léniniste de France, Parti de la classe ouvrière né à l'époque de la pensée-maotsé-toung, comme hier les partis communistes naquirent à l'époque de Lénine, dans une lutte acharnée contre le révisionnisme et les déviations dues à l'opportunisme.

En ma qualité de co-fondateur de ce jeune, et désormais seul authentique Parti communiste en France, qu'il me soit permis de penser qu'en cet instant précis tous ses militants engagés dans la lutte clandestine sont par la pensée et par le cœur présents avec nous tous, ici même, auprès de toi. Tu sais bien qu'ils te considéraient tous non seulement comme leur doyen et le meilleur d'entre tous, mais aussi te tenaient pour le Président d'honneur du Parti que le pouvoir de la bourgeoisie a prétendu dissoudre le 12 juin 1968.

Mais par-delà nos camarades et nos amis en France, ce sont des peuples et de nombreux dirigeants de partis communistes et ouvriers qui vont honorer ta mémoire pour ce qu'elle témoigne des qualités d'un homme, d'un militant véritablement communiste.

Enver Hoxha, Premier secrétaire du

glorieux Parti du Travail d'Albanie, souhaitait ta visite amicale la plus prochaine. Les militants du grand Parti communiste chinois t'auraient également reçu avec leur chaleur habituelle, à l'exemple de leur éminent et respecté dirigeant, le président Mao.

Avant de fermer le couvercle de ton cercueil, François, en notre nom à tous, Suzanne a placé près de toi l'ouvrage de Mao Tsé toung justement, dont une phrase était devenue ta devise, la règle de ta vie :

« Ne craindre ni les épreuves, ni la mort pour servir le peuple. »

Tel était ton désir, le voici exaucé.

A ta veuve, nous disons simplement que tu vas continuer à vivre avec elle et parmi nous, dans le peuple, comme l'un de ces révolutionnaires exemplaires qui ne disparaissent jamais.

A ta famille, à tous tes proches, au conseil municipal de Velmanya nous présentons les condoléances les plus émues du comité de Rédaction et de tous les militants et sympathisants de l'hebdomadaire dont tu assumas la direction et la responsabilité depuis quelques mois, l'« Humanité-Rouge ».

Ton exemple restera vivant pour la famille la plus nombreuse du monde à laquelle tu appartenais aussi entièrement, la grande famille des communistes.

Nous te jurons, camarade François Marty, de poursuivre la grande lutte historique à laquelle tu as consacré et donné ta vie : la lutte pour la révolution prolétarienne qui instaurera dans notre pays comme dans le monde entier le socialisme et la dictature du prolétariat préparant la société radieuse du communisme, société dans laquelle chaque homme pourra recevoir, comme tu le voulais si intensément et comme l'indiquait le Manifeste de Marx et Engels, « du pain et des roses ».

François, nous te serrons contre nos cœurs !



« Bienvenue l'Oncle ! Bonjour l'Oncle de l'autre bout du monde ! »

★ Que l'exemple de François Marty demeure vivant ★

1944 : MENER LA GUERRE JUSQU'À LA REVOLUTION

RAPPORT du Cde François Marty — concernant la remise des armes en 1944

Au moment de la Libération, en août 1944, je me trouvais dans le département de l'Aude où j'avais été envoyé me cacher à la suite de l'arrestation de mon chef direct le « commissaire aux effectifs Dumas » de l'Inter-Région D. J'étais en effet son adjoint depuis le 6 juin 1944, date à laquelle l'Ecole Militaire des Cadres F.T.P.F. que je dirigeais dans les maquis de la région de Villefranche-de-Rouergue, fut dissoute pour que tous les cadres et effectifs disponibles passent au combat contre l'occupant nazi.

L'Inter-Région D comprenait les effectifs F.T.P.F. des départements de l'Aveyron, Tarn, Tarn-et-Garonne, Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault et Lozère.

L'arrestation de Dumas eut lieu vers le 10 juillet 1944. C'est donc à partir du 15 juillet approximativement que tout en me cachant dans la région de Carcassonne - Limoux - Quillan, j'étais chargé de réorganiser les maquis F.T.P.F. afin qu'ils soient aptes au combat.

Un bataillon de 3 compagnies étant prêt j'en pris le commandement (j'étais alors le commandant Bourgat) et j'occupais dès le 15 août les villes de Quillan, Espéras, Couiza et Limoux, et à la suite de 2 engagements contre les Allemands à Couiza et à Limoux nous récupérâmes un armement important composé de fusils, mitrailleurs, mitrailleuses légères et mitrailleuses lourdes.

Après, au début de juillet, les Américains avaient parachuté un commando d'une quinzaine d'hommes commandé par un lieutenant qui s'était placé sous mon commandement et nous avait apporté un armement très complet et moderne.

De plus nous avions bénéficié de plusieurs parachutages destinés aux « Corps francs de la Libération » gaullistes. Leur terrain de parachuta-



Le commandant Bourgat (dernier pseudonyme de François Marty, qui milita aussi dans la Résistance sous le surnom de Quinta) défèle à la tête des combattants F.T.P.F. après la libération de Carcassonne.

ge se trouvait dans notre zone et était protégé par nous. En revanche nous partageons les armes et équipements. C'était là une circonstance heureuse car en principe les maquis des F.T.P.F. n'obtenaient jamais de parachutages qu'ils soient des Américains ou des Anglais et n'avaient comme armement que ce qu'ils avaient conquis sur l'ennemi.

Bref, le 24 août, quand mon bataillon occupa la ville de Carcassonne il disposait déjà d'un armement au moins 3 fois supérieur à la normale.

Quelques jours après, nous récupérâmes dans la région de Narbonne au moins 2 pleins camions de mortiers avec leurs minutions abandonnés par les Allemands qui battaient en retraite vers le Nord-Est de la France.

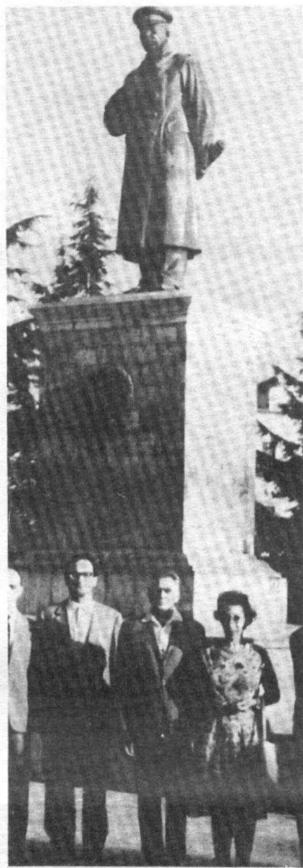
C'est alors qu'avec l'accord de la Fédération du Parti qui siégeait à Carcassonne (le secrétaire fédéral Resnier est toujours en place à Carcassonne) je fis entreposer le surplus des armes et munitions, soit 3 ou 4 camions, dans différents points de la campagne audoise, en vue d'événements ultérieurs que nous souhaitions pour la Libération totale et réelle de la France.

Mais pas longtemps après, et certainement avant le 4 septembre 1944, je fus appelé au secrétariat fédéral pour me communiquer l'ordre de remettre toutes les armes que j'avais fait entreposer. L'argument avancé était que ces armes étaient nécessaires pour l'armement des unités régulières de la 1^{re} armée française commandée par le général Delattre de Tassigny. Après une journée de palabres je consentis à convaincre à mon tour les cadres de mon bataillon pour que la remise des armes se fasse normalement. A contre-cœur nous les livrâmes donc à peu près toutes sans même penser qu'on ne pouvait équiper l'armée française avec des mitrailleuses et mortiers allemands qui manquaient de munitions dès les premiers combats. Mais c'était un ordre du Parti et il semblait impensable aux cadres militaires communistes d'entrer en rébellion contre lui.

Toutefois des camarades avaient réservé quelques armes légères dans des cachettes notamment dans la région de Limoux. Mais en janvier ou février 1945, alors que j'étais commandant d'armes de cette ville, des perquisitions eurent lieu partout, par la police, la plupart des armes saisies et quelques camarades arrêtés. Restaient encore dans le département de l'Aude, 2 bataillons de guerrilleros espagnols parfaitement armés, qui n'avaient pas rejoint le front d'Alsace et qui attendaient (?) l'occasion de franchir la frontière toute proche et combattre pour libérer l'Espagne du joug franquiste.

Vers le mois de mars 1945, je reçus l'ordre de la subdivision militaire de Carcassonne de procéder à leur démobilisation et à leur désarmement. Cette dernière opération, qui mettait définitivement fin à tous nos espoirs, se déroula « sans incidents ». Plusieurs camions furent nécessaires pour emporter l'armement. Seuls quelques éléments plus combattifs gardèrent leur mitrailleuse pour leur passage individuel en Espagne. C'est ainsi que s'est passée dans le département de l'Aude la remise de toutes les armes des F.T.P.F. et guerrilleros espagnols sur l'ordre du parti.

Perpignan, le 10 septembre 1964.



A la recherche de la vérité : première visite en Albanie, en août 1963. Devant la statue de Staline, en plein centre de Tirana, Suzanne et François Marty en compagnie de camarades communistes dont Fosco Dinucci, actuel secrétaire général du Parti, frère italien.

1963 : NE JAMAIS CÉDER AU SUIVISME

Tirana, le 12 septembre 1963.

Cher camarade,

Tu seras sans doute étonné de recevoir cette lettre venant d'un pays socialiste que la presse de notre Parti présente maintenant sous les couleurs les plus sombres.

Il y a bientôt trois semaines que nous sommes ici après un long voyage que nous avons entrepris à nos frais.

Nous avons visité des combinats textiles, des entreprises diverses, des raffineries de pétrole, des fabriques de meubles, de tapis, de conserves, etc.

Nous avons aussi visité des fermes d'Etat et des coopératives agricoles, des maisons de repos et des camps de pionniers. Nous nous sommes mêlés à la foule incroyablement dense dans les rues de Tirana, de Korça, de Durres, etc.

Nous avons assisté à des représentations théâtrales, à des séances de cinéma, même à un match international de football Albanie-Bulgarie, arbitré par des Yougoslaves.

Nous avons eu divers contacts avec des dirigeants du Parti, d'entreprises, de fermes, de coopératives, à tous les niveaux, y compris le plus élevé.

Je dois te dire en toute franchise que jamais je n'aurais pu imaginer qu'il y ait une telle union entre le peuple et les dirigeants. Jamais je

Durant l'été 1963, François Marty, entreprit de vérifier par lui-même les odieuses accusations lancées contre les camarades albanais par les dirigeants du Parti Communiste d'Union Soviétique et reprises par leurs homologues du Parti Communiste Français. Dans ce but, il sollicita un visa d'entrée en République Populaire d'Albanie, en obtint délivrance et se rendit sur place par ses propres moyens, en compagnie de son épouse, Suzanne.

Nous publions la lettre qu'il adressa de Tirana, capitale de l'Albanie socialiste, à son secrétaire fédéral politique du PCF à Perpignan (Pyrénées-Orientales), lettre dont il donna lecture et commentaire lors du meeting célébrant à Paris, salle de la Mutualité, le 25^e anniversaire de la Révolution albanaise en novembre 1969.

n'aurais pu imaginer des dirigeants (à tous les échelons) aussi simples, aussi modestes, aussi aimés et respectés par la population.

Jamais je n'aurais pu imaginer une population aussi libre, aussi sympathique, aussi hospitalière, qui travaille partout avec ardeur mais sans contrainte. C'est vraiment difficile de dire ce que l'on sent avec des mots, mais je pense sincèrement que si l'on veut comprendre le sens du mot « fraternité », ce n'est pas dans le dictionnaire qu'il faut chercher, mais venir ici en Albanie socialiste.

C'est dire que tout ce qu'on a pu raconter dans notre presse comme dans la presse bourgeoise sur la prétendue « tyrannie » des dirigeants qui ne se « maintiendraient au pouvoir que par la terreur sanguinaire », n'est qu'un vil tissu de mensonges et d'odieuses calomnies. Certains ont parlé de barbelés, de régime policier, de dirigeants coupés du peuple, etc.

Mais nous, nous n'avons vu de barbelés nulle part, nous avons vu des

policiers débonnaires, sans armes, qui régissent la circulation dans les rues ; nous avons pu comme tout le monde aller où bon nous semble et photographier ce qui nous plaît.

Nous avons vu le siège du comité central gardé (?) par un seul policier et le siège du gouvernement, en face, pas gardé du tout !

Nous avons vu des ministres, des généraux, des dirigeants du Parti, se promener dans les rues, mêlés à la foule, très simplement, en famille le plus souvent. Nous avons même eu l'occasion, dans une maison de repos située tout près de la frontière yougoslave, d'être présentés au président de la République, et à cette occasion l'immeuble était gardé par un policier en tout et pour tout. Pas d'escorte, pas d'apparat, pas de garde... Simplicité et modestie, là comme partout.

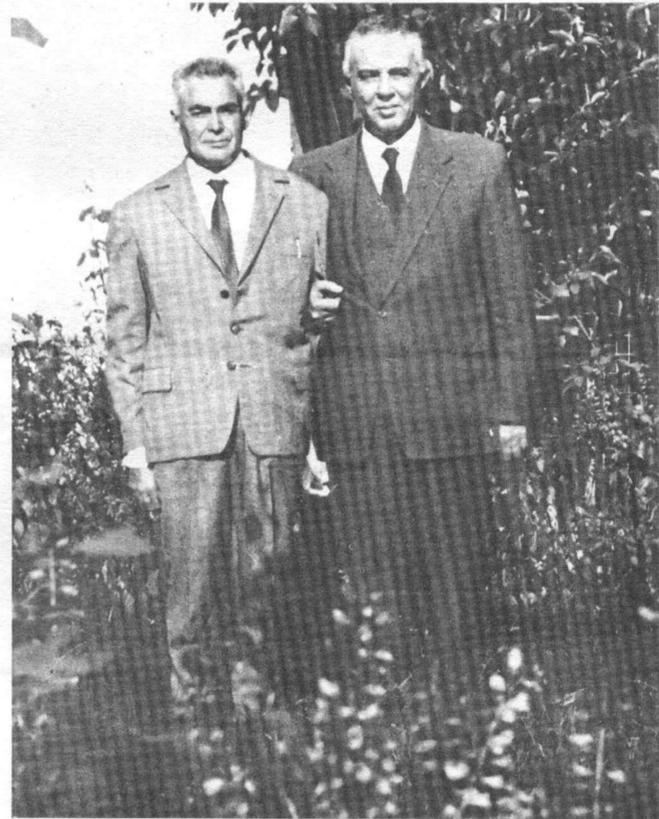
Samedi dernier, 7 septembre, nous avons participé aux obsèques du ministre de la Construction, mort à 46 ans, ancien chef de partisans, comme tous les dirigeants du Parti et de l'Etat. A cette occasion aussi, nous avons été témoins de l'union intime des dirigeants et du peuple. Toute la population de Tirana était là pour encadrer le cortège et c'était vraiment émouvant de voir tout ce

peuple réellement en larmes. Au cimetière, la foule était mêlée aux dirigeants que personne ne gardait, et au retour, tous s'en retournaient à pied vers le centre de la ville en parlant des mérites de leur camarade disparu.

C'est d'ailleurs ce jour-là, devant tant de témoignages qui contredisent tous les mensonges habituels, que j'ai décidé de t'écrire pour t'informer et te faire part de nos pensées.

Preuves en mains, nous savons maintenant qu'on ment aux communistes français.

Preuves en mains, nous savons que



Deux amis fidèles, deux communistes inflexibles. François Marty et Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie

le blocus économique auquel l'Albanie est soumise de la part de l'URSS et d'autres pays socialistes n'avait et n'a aucune justification, sinon de faire plier ses dirigeants pour qu'ils renoncent à soutenir le point de vue du Parti Communiste Chinois.

« A part mes illusions sur la possibilité de convaincre des dirigeants permanents du Parti révisionniste, aujourd'hui, plus de six ans après cette escapade qui m'a valu, vous vous en doutez, pas mal d'histoires et de luttés de tous genres, je n'ai rien à retrancher au contenu de ce document.

Alors ne sois pas étonné si, rejetant toutes ces calomnies et réprouvant toutes les provocations, nous nous déclarons amis de l'Albanie socialiste et partisans résolus des thèses marxistes-léninistes du Parti Communiste Chinois contre les thèses révisionnistes de Khrouchtchev et Tito.

Je n'ai plus rien à ajouter, sauf que je te fais confiance comme je fais confiance à tous les vrais communistes, car c'est à la suite d'une propagande intense et mensongère que vous défendez les positions révisionnistes de Khrouchtchev et Tito.

Je suis à ta disposition, à partir du 23 septembre, pour m'expliquer plus longuement si tu le désires, en tête à tête de préférence et en toute amitié, chez moi ou ailleurs.

Même si ma lettre doit te causer quelque peine, sache qu'elle exprime exactement et loyalement nos sentiments de communistes honnêtes et sincères, et que c'est en toute amitié que nous t'envoyons de Tirana nos meilleures pensées pour toi et les tiens.

1956 : RESPECTER DANS LES ACTES L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

En mars 1956, le groupe parlementaire du Parti Communiste Français accorda les « pleins pouvoirs » au gouvernement présidé par le « socialiste » Guy Mollet. Ce dernier utilisa les moyens exceptionnels mis ainsi à sa disposition pour aggraver la guerre colonialiste contre le peuple algérien. En vertu de ces dispositions, le « socialiste » Robert Lacoste généralisa en Algérie la pratique de la torture contre les patriotes combattants et l'ensemble du peuple algérien.

A l'occasion de ce vote en contradiction absolue avec le principe léniniste de l'internationalisme prolétarien, François Marty fit adopter une motion de désaccord par le Comité de la section du PCF à laquelle il appartenait, ainsi que par sa cellule. Auparavant, il avait adressé à un dirigeant du Parti Communiste Français (que nous ne pouvons aujourd'hui identifier avec certitude) la lettre dont nous publions l'essentiel ci-après.

Je m'excuse de m'adresser directement à toi pour te faire part de mes réflexions sur l'orientation de la politique du Parti depuis quelques temps. Mais en raison de certaines difficultés d'ordre pratique ma cellule n'a pu se réunir et je n'ai pu de ce fait en faire part pour l'instant à l'assemblée de cellule.

Je ne suis qu'un militant de base mais en temps que secrétaire départemental de la Paix j'ai pleinement conscience de ma responsabilité et désire être éclairé.

Je ne suis pas d'accord avec le vote favorable au gouvernement émis par le groupe parlementaire à l'occasion de sa demande de pouvoirs spéciaux pour régler le problème de l'Algérie.

Les mesures militaires prises par le gouvernement vont à l'encontre de notre position de principe pour l'arrêt des combats par la négociation d'un cessez-le-feu.

Voter dans ces conditions pour le gouvernement c'est se faire les complices de la poursuite et de l'intensification des opérations de guerre contre le peuple algérien.

Ce vote contraire à notre position de principe jette la confusion dans nos rangs, trouble beaucoup de communistes, les démobilise malgré tous les appels les incitant à poursuivre plus que jamais l'action pour un cessez-le-feu.

De plus ce vote rend notre position difficile vis-à-vis des adversaires qui ont beau jeu de nous rappeler le vote de confiance chaque fois que nous demandons la négociation pour le cessez-le-feu.

Et beaucoup de braves gens se rangent à l'avis du gouvernement auquel nous faisons confiance. Apparemment peu d'efforts ont été faits dans notre presse pour le justifier. Nécessité de ne pas briser l'unité

d'action, empêcher que le gouvernement ne soit prisonnier de la droite, tels me semblent être les deux arguments. C'est faire bon marché, je crois, de ce qui a été réalisé à la base, des accords pour le cessez-le-feu, et qui ont fait que le groupe parlementaire socialiste n'est pas unanime pour la politique de Guy Mollet.

C'est donner plus d'importance à l'action parlementaire qu'à l'action des masses (souligné par nous - HR), malgré l'exemple de la dernière législature de droite où l'action des masses a imposé le rejet de la Communauté Européenne de Défense (1) et un gouvernement de gauche investi pour faire la paix en Indochine et pour la négociation d'un cessez-le-feu.

Quant à l'unité d'action c'est en fait l'unité d'action avec le gouvernement qui est réalisée.

En réalité les deux arguments sont si insuffisants que les camarades qui veulent quand même justifier la décision du groupe parlementaire sont amenés à minimiser l'importance des mesures militaires du gouverne-

ment alors qu'il y a aggravation de la guerre, minimiser au point de prétendre qu'il s'agit de mesures de sécurité indispensables et adopter le langage du gouvernement.

Ils disent aussi que le groupe parlementaire est certainement informé des intentions réelles du gouvernement qui probablement cherche les contacts nécessaires pour le cessez-le-feu et avancent alors la rencontre Pineau-Nasser. Ce qui est admettre le point de vue des colons que la solution du problème n'est pas en Algérie mais au Caire et que la révolte est un mouvement provoqué de l'extérieur et soutenu par « l'étranger ».

Ces quelques lignes écrites à la suite de mon trouble personnel et d'un certain nombre de conversations avec des camarades indiquent assez dans quel état nous sommes pour poursuivre l'action en faveur de la paix en Algérie par la négociation et la reconnaissance du fait national algérien.

Ceci s'ajoute d'ailleurs à la confusion provoquée par le 20^e Congrès, mais ceci est une autre histoire. (...)

(1) CED : projet réactionnaire visant à unir très étroitement les armées des pays capitalistes d'Europe ce qui aurait eu pour conséquence de soumettre encore davantage la France au diktat U.S. et impliquait la reconstitution de l'armée allemande.

Une mort qui touche tous les révolutionnaires

Le 7 juin 1971

Chers Camarades
de « l'Humanité Rouge »,

Nous venons d'apprendre avec tristesse la mort du camarade François Marty. Nous savons la perte que cela représente pour vous, tant en ce qui concerne l'homme, que la grande œuvre qu'il a accomplie.

Nous souhaitons vous exprimer, en cette occasion, nos fraternelles condoléances. Nous partageons avec vous le sentiment que quiconque a servi la cause aussi fidèlement que le camarade Marty ne meurt jamais, les effets de sa vie de lutte et de dévouement continuant.

Fraternellement vôtre,

Bill ASH,
pour le Comité de Rédaction
de « The Worker »

Paris, le 3 juin 1971.

L'Association Générale
des Etudiants Martiniquais
Aux Camarades
de « l'Humanité Rouge »

Chers camarades,

Les Etudiants Martiniquais ont appris avec tristesse la mort de François Marty, communiste marxiste-léniniste, directeur de l'Humanité Rouge.

Les Etudiants Martiniquais qui combattent l'ignominieux système impérialiste, savent combien la lutte du peuple martiniquais pour son indépendance nationale est solidaire de celle du prolétariat de France contre le capitalisme français. C'est pourquoi toute perte survenue dans le camp des forces qui combattent réellement l'ennemi commun est considérée comme la leur.

La mort de François Marty, tout comme celle de Gérard Nouvet, assassiné par l'impérialisme français, ne peut que nous galvaniser dans la lutte implacable qui nous oppose aux exploités de tout acabit.

Le Comité Exécutif
de l'A.G.E.M.



Suzanne et François Marty, lors d'un meeting anti-impérialiste au Japon, saluent ensemble la foule qui les acclame en tant que délégués du peuple de France. Aujourd'hui, Suzanne continue le combat de François. C'est elle qui devient désormais directrice de publication de notre Humanité Rouge.

REMERCIEMENTS

Suzanne Marty et l'Humanité-Rouge ont reçu un si grand nombre de messages et lettres de condoléances, qu'il ne nous sera pas possible de les publier tous.

Aussi, qu'en son nom personnel et pour notre journal, soient ici remerciés tous les amis, militants et sympathisants et toutes les organisations qui ont tenu à s'associer au deuil de François MARTY. L'immense manifestation de sympathie témoignée à cette poursuite de la lutte révolutionnaire à laquelle notre camarade consacra près de cinquante années de sa vie.

LE COMITE PALESTINE
DE PERPIGNAN

A « l'Humanité Rouge »,

L'ensemble des militants du jeune Comité Palestine de Perpignan vous présente ses plus sincères condoléances pour la mort du grand camarade François Marty, anti-impérialiste conséquent.

Nous avons eu la chance de l'avoir dans nos rangs pendant quelques semaines depuis la création de notre Comité ; ces quelques semaines nous ont appris beaucoup de choses et d'abord la modestie et la simplicité d'un grand militant révolutionnaire ; le camarade François n'a jamais montré qui il était et ce qu'il représente pour le mouvement révolutionnaire en France. Il est toujours intervenu dans le débat sans phraséologie et avec toute la simplicité d'un militant de base.

Le second enseignement que nous retiendrons de lui c'est sa position ferme pour le soutien de la lutte armée du peuple palestinien, seul moyen de départager les vrais amis du peuple palestinien et les ennemis du peuple palestinien.

Le troisième enseignement est la prudence que nous devrions garder vis-à-vis des divergences politiques entre les organisations palestiniennes, jamais soutenir les uns et non les autres, ne jamais soutenir les uns contre les autres. Ceci n'empêche qu'il faut prendre conscience des divergences politiques, mais ces divergences restent secondaires par rapport aux contradictions entre le peuple palestinien d'une part, l'Etat d'Israël, l'impérialisme international, la réaction arabe qui tente de la liquider d'autre part.

Enfin un enseignement que nous pouvons dégager sur le plan organisationnel, c'est d'éviter les lectures de textes trop longs au cours des réunions et d'éviter par là la théorisation trop poussée des débats et par là même s'attacher plus et plus encore au travail pratique.

Le camarade François, malgré son âge, restait ferme sur les principes, souple vis-à-vis des jeunes militants, dynamique, n'hésitait devant aucun travail pratique, mûr et clairvoyant.

Nous jurons que nous travaillerons pour l'application de tous ces enseignements, seule façon conséquente à notre niveau de rendre hommage à un grand camarade qui a passé près d'un demi-siècle dans la lutte anti-impérialiste, pour la libération des peuples et la justice sociale.

Comité Palestine
de Perpignan

1964 : Oser combattre le révisionnisme

Ce fut seulement en violation des statuts de leur Parti, que les dirigeants révisionnistes purent prétendre exclure François Marty. Sa cellule de base s'opposa jusqu'au bout à cette mesure frappant un militant qui comptait 38 années d'activité dans les rangs du Parti Communiste Français (1926-1964). Nous publions à ce sujet l'une des résolutions de la cellule de Velmanya-Baillestavy (villages-martyrs en 1944, situés dans le massif du Canigou, leurs populations ayant été sauvées grâce aux sacrifices suprêmes des combattants F.T.P., tandis que toutes les maisons étaient incendiées). Ce document est à verser au dossier accablant du révisionnisme moderne.

La cellule communiste de Velmanya-Baillestavy s'est réunie en assemblée générale le 12 décembre 1964 à 18 h 30.

Etaient présents : François Marty, secrétaire de cellule, Joseph Oliver, trésorier, Aimé Mary maire de Velmanya et membre du bureau de cellule, Rémy Maler maire de Baillestavy et membre du comité de section, Louis Prats, Dolorés Oliver, Suzanne Marty, Eloi Pacull, Roger Maynéris, Max Langlade.

Elle a entendu une information du camarade Aimé Mary d'après laquelle la soi-disant réunion de remise des cartes, convoquée arbitrairement l'avant-veille par dessus la tête du bureau de cellule par le secrétaire fédéral Joseph Albert avec la participation de Fernand Clavaud membre du comité central, et qui devait se tenir ce même jour à 18 heures, était destinée

à rediscuter de « l'affaire François Marty » déjà réglée le 4 novembre dernier et non à remettre la carte 1965 à tous les adhérents. Ceci d'après la réponse de Fernand Clavaud lui-même à une question précise du camarade Aimé Mary.

Le camarade Aimé Mary a cru devoir informer Fernand Clavaud et Joseph Albert que dans ces conditions la majorité des camarades de la cellule ne participeraient pas à une telle réunion et qu'ils pouvaient la commencer avec les 4 dissidents de la cellule, Célestin Gource, Henri Gource, Pierre Gource et François Figeac.

L'assemblée de la cellule composée des camarades désignés plus haut, a approuvé à l'unanimité l'attitude du camarade Aimé Mary et a décidé de ne reprendre la carte 1965 qu'à la condition qu'elle soit remise à tous les adhérents sans exception.

Elle confirme donc à la section de Vinça la demande de cartes et de timbres faite par le secrétaire de cellule au camarade André Guerre trésorier de la section, le 9 décembre dernier, en vue d'organiser une assemblée populaire de remise des cartes du Parti à ses adhérents, conformément aux directives contenues dans la déclaration du bureau politique du 19-11-64.

La cellule de Velmanya-Baillestavy déplore qu'un secrétaire de section, un secrétaire fédéral et un membre du comité central qui devraient donner l'exemple, se soient au contraire rendus coupables de violations aussi manifestes de la démocratie qui doit être de rigueur dans notre parti, des directives du bureau politique et des statuts adoptés au 17^e Congrès, notamment les articles 4 et 18.

Elle décide de se réunir à nouveau pour fixer son attitude d'après la réponse qui sera faite à la demande de cartes et de timbres envoyée le 9 décembre dernier et confirmée par la présente résolution.

Velmanya, le 12 décembre 1964.

(Suivent les signatures des 10 camarades présents.)

AFFICHEZ
H. R.

POUR LES PAYSANS TRAVAILLEURS, UNE SEULE VOIE : L'UNITE REVOLUTIONNAIRE AVEC LA CLASSE OUVRIERE

La situation des petits et moyens paysans du Midi n'a jamais été aussi mauvaise. Aux intempéries de ces dernières semaines (pluies continues, orages, grêle, etc.), est venue s'ajouter une mévente très préjudiciable des produits agricoles. Les prix à la production sont très inférieurs à ceux de l'année passée alors que pour la ménagère tout a augmenté : par exemple à la production 2 F de moins le kilo d'asperges, 10 centimes de moins le kilo de cerises...

Si l'on considère que les prix des produits industriels (engrais, produits chimiques, machines agricoles, semences...) sont en hausse constante, si l'on considère aussi que les charges sociales (impôts, assurances maladie, vieillesse, etc.) ont augmenté, que les prix en général ont augmenté (gaz, électricité, alimentation...), on voit par là que le revenu moyen des petits et moyens paysans est très modeste et parfois inférieur à celui d'un O.S.

Certains disent : « Il faudra réduire les frais, ne plus mettre d'engrais, se passer de machines, vivre à l'ancienne... » C'est de l'utopie. On ne peut revenir en arrière. Sans engrais, il n'y a pas de récoltes et la terre s'épuise. Sans produits chimiques, les parasites détruisent également les récoltes. Bref, c'est la ruine à court terme.

La situation difficile des travailleurs de la terre n'est pas due au hasard ou à une conjoncture passagère. C'est le fruit d'une politique voulue, réfléchie, planifiée par le gouvernement : La politique agricole du pouvoir consiste à faire pression sur les prix à la production, à les réduire au maximum, à importer des pays du marché commun, ou d'ailleurs, des



Meeting de paysans dans l'Ouest

produits que nous produisons chez nous en quantité suffisante (la viande de porc, le vin par exemple). Tout ceci dans le but d'aggraver la situation des petits paysans et de les éliminer. Les capitalistes espèrent atteindre le niveau d'industrialisation des autres pays d'Europe en se débarrassant de la grande masse des paysans pas assez « rentables » à leurs yeux.

Pour cela, parallèlement, le pouvoir des monopoles refuse toute aide aux petits, sous prétexte de non rentabilité; dans le même temps, les grandes surfaces, les gros agrariens bénéficient de toutes les facilités.

Le plan Mansholt que notre gouvernement et les dirigeants du syndicat jaune, le C.N.J.A., ont approuvé, pré-

voit entre autres choses la constitution de grandes exploitations rentables : 320 000 agriculteurs seront aidés seulement sur 5 millions dans les six pays du Marché Commun. C'est-à-dire que 4 millions 680 000 agriculteurs sont en trop et doivent disparaître : les petits d'abord. Des milliers d'hectares de bonnes terres seront laissées en friche pour éviter la « surproduction ».

Paysans travailleurs ! vous le voyez, vos difficultés n'ont jamais été aussi grandes. Le capitalisme c'est la ruine, la misère, l'impossibilité de vendre vos produits à des prix qui vous permettent de vivre décemment sans pour autant léser les consommateurs ouvriers. Le capitalisme c'est le départ en ville pour rejoindre les rangs des chômeurs, c'est l'insécurité permanente. Le capitalisme c'est l'anarchie de production, chacun produit pour soi, à l'aveuglette, sans plan, dans l'espoir de faire le maximum de profit sans se soucier des besoins réels du peuple.

Paysans travailleurs, il faut en finir et lutter pour un régime socialiste qui seul pourra résoudre nos problèmes, assurer à chacun de nous bien-être, dignité, sécurité. Pour cette lutte il n'y a qu'une seule voie possible : l'union révolutionnaire avec nos camarades travailleurs des villes, avec la classe ouvrière, sous la direction de son parti d'avant-garde marxiste-léniniste.

Petits paysans, ouvriers, votre ennemi est le même, votre combat est le même !

Des Paysans marxistes-léninistes

MARSEILLE-KALLISTE :

NOUVELLE VICTOIRE CONTRE LES EXPULSIONS

Dans notre précédent numéro, nous avons relaté comment les habitants du Parc Kallisté à Marseille se sont opposés à l'expulsion d'un responsable du Comité d'action et de défense des habitants, en occupant les bureaux de la Société Anonyme Immobilière dont les directeurs sont contraints de signer un nouveau bail.



Manifestation après la victoire

D'abord les révisionnistes : à Kallisté, il n'y avait pas de cellule du P.« C. »F. ou du moins s'il y en avait ce n'était que sur le papier ; depuis début 1968, date à laquelle les marxistes-léninistes militent ici, elle ne s'était jamais manifestée, même en période électorale. Jusque là, le P.« C. »F. ne s'était jamais préoccupé de la situation à Kallisté, il était resté indifférent aux expulsions précédentes. Mais cette fois il s'agissait d'un curé, pas d'un simple locataire,

il fallait donc se bouger, c'est donc, conseiller municipal en tête, que le P.« C. »F. décide d'intervenir, une cellule bidon (cellule Elsa Triolet !) est même créée en une nuit pour les besoins de la cause.

Mais les titres de M. le Conseiller municipal semblent ici n'avoir impressionné personne. Au premier meeting la parole lui est même refusée, on n'aime pas à Kallisté les récupérations électorales, il arrive cependant à troubler la fin du mee-

ting, puis certains révisos provoquent les militants de l'Humanité Rouge.

Ensuite la conduite du P.« C. »F. fut sans cesse : négocier avec le gérant grâce au conseiller municipal, trouver un compromis, minimiser l'action des masses.

Mal leur en prit ! Personne n'ayant confiance en eux, ils ne furent pas avertis de l'occupation prévue pour 17 heures. Le conseiller municipal comptait donc négocier avec la S.A.I., obtenir un compromis et venir triomphalement au meeting de 18 h 30 annoncer que grâce aux élus « communistes », etc. Et pour cela il avait pris rendez-vous pour 17 h 30 avec la S.A.I. Quelle ne fut pas sa surprise en arrivant de trouver les bureaux occupés ! nouvelle manœuvre, nouvel échec !

Il ne lui restait plus qu'à jouer un rôle d'intermédiaire, puis à écrire dans la Marseillaise du lendemain que la direction de la S.A.I. avait « consenti à renouveler le bail », dans un « but d'apaisement », pas un mot bien sûr de l'occupation des locaux !

Mais les manifestants n'eurent pas qu'à déjouer les manœuvres des dirigeants révisionnistes, ils durent aussi éviter les erreurs de type gauchiste que certains éléments désiraient leur voir commettre. Ces erreurs consistaient à ne pas mobiliser la population, elle se serait alors retournée contre des actions qui n'auraient été que des actions de commandos, parfois sur des objectifs secondaires n'ayant pas un rapport évident (aux yeux de la population) avec l'expulsion de Maurice

Cassant (par exemple des attaques contre les gardiens de la S.A.I.).

Gageons maintenant que la S.A.I. s'y prendra à deux fois avant d'essayer d'expulser un locataire, d'autant plus que cette victoire a rendu confiance à tous les habitants du Parc qui, pour un grand nombre, étaient effrayés par les menaces et avaient peur de la répression.

Il faudra maintenant éviter deux sortes de récupération, celle des révisionnistes qui ne manqueront pas certainement de tenter une nouvelle implantation dans le quartier, grâce à l'aide de militants venus d'autres quartiers, celle de certains gauchistes qui se sont emparés de la nouvelle mode sur le « travail dans les bandes de jeunes » pour essayer d'entraîner quelques jeunes dans des actions provocatrices qui ne peuvent servir que les patrons de la S.A.I. et les dirigeants révisionnistes en détournant les travailleurs du mouvement révolutionnaire des masses.

Correspondant H.R.

CHANGEMENT DE BOITE POSTALE

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le changement de notre adresse postale. Nous prions nos correspondants d'écrire maintenant à :

« L'HUMANITE ROUGE »

B.P. 365-02

PARIS - R.P.

Notre C.C.P. reste inchangé

Chez les fonctionnaires

LE COMBAT CONTINUE

Pour la seconde fois en deux mois (1), les fonctionnaires sont descendus par dizaines de milliers dans la rue à Paris et en Province pour crier leurs revendications, d'ailleurs communes pour l'essentiel à celles des ouvriers et des autres travailleurs les plus exploités (sauf en ce qui concerne, et ce n'est plus vrai pour les auxiliaires, la « garantie de l'emploi », que l'on paie d'ailleurs très cher) :

- Augmentation générale des salaires et des retraites pour les petits et moyens fonctionnaires.
- Pas de salaire inférieur à 1 000 francs par mois.
- A travail égal, salaire égal.
- Titularisation des auxiliaires.
- Les 40 heures en 5 jours, immédiatement.
- Une retraite décente à 60 ans.
- De bonnes conditions de travail, de sécurité et d'hygiène.
- Le plein exercice des libertés d'association, de réunion et d'opinion.
- L'annulation des multiples restrictions au droit de grève.
- L'abolition des privilèges hiérarchiques.
- La suppression des brimades et de toutes les injustices.

Selon nous, qui avons participé à la manifestation parisienne avec nos pancartes et nos mots d'ordre, cet événement est d'une grande importance par les précieux enseignements qu'il apporte.

Il témoigne tout d'abord de la très profonde colère des agents publics, principalement de la grande masse des petites catégories sous-rémunérées et des jeunes auxiliaires, toujours plus nombreux.

Il démontre aussi l'essor de leur volonté de lutte contre le premier patron de France : le gouvernement de vie chère, d'oppression et de misère, de la bourgeoisie.

Il fait apparaître enfin, et c'est là l'élément tactiquement le plus nouveau et le plus gros d'avenir, que les directions syndicales révisionnistes et réformistes, d'ailleurs divisées cette fois-ci, ont déjà pratiquement perdu leur monopoles d'animation, sous la pression de la base qui multiplie les initiatives contre les mornes défilés-promenades de jadis. D'ores et déjà on peut dire qu'une page est tournée : les fonctionnaires renouent avec les manifestations combatives.

A l'issue de cette manifestation, les directions syndicales, prudentes, s'interrogeaient dans un communiqué officiel : « jusqu'où les fonctionnaires



Manifestation du 4 juin

devront-ils aller pour obtenir satisfaction ? La réponse est au gouvernement ».

Celle-ci ne s'est pas faite attendre : à la même heure, Giscard d'Estaing, par une nouvelle déclaration provocatrice, lançait « une mise en garde solennelle » contre « la montée trop ra-

pide des prix et des rémunérations » (quel aveu, mai aussi, quel cynisme !)

Aussi, pour nous, la réponse est claire : il faut poursuivre la lutte en la radicalisant.

— Rejetons les intimidations du pouvoir et les hésitations coupables des directions syndicales désempa-

rées par la résistance de leur « partenaire social » et apeurées par la colère des masses.

— Préparons-nous consciencieusement et organisons-nous dans l'unité à la base et dans l'action pour un combat de longue durée car, ce qui est sûr, c'est que l'Etat de dictature des monopoles capitalistes est fermement décidé à ne rien céder d'essentiel (le profond délabrement de la situation économique lui ôte d'ailleurs toute véritable liberté de manœuvre) et même à nous « donner une leçon » en nous brimant davantage (2).

— Prenons exemple sur la classe ouvrière et unissons notre lutte à celle de tous les travailleurs,

ALORS, TOUS ENSEMBLE, EN MEME TEMPS, NOUS VAINCRONS !

Un groupe de fonctionnaires.

(1) Nous n'exposons pas l'ambiance de la manifestation du 4 juin qui était plus combative que celle du 30 mars décrite dans l'article du n° 101 de l'H.R.

(2) C'est ainsi que le conseil de discipline des P.T.T. vient de décider de muter dans une autre région le Secrétaire Régional C.F.D.T. de Montpellier qui avait cautionné, fin 1970, les manifestants qui avaient envahi le bureau du directeur.

LE CAPITALISME PÉRIRA LE SOCIALISME TRIOMPHERA (4)

Suite de l'article publié par l'agence Hsinhua, le 15 mai, paru dans les n° 106 et 107 de l'H.-R.)

L'histoire nous apprend que la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao est la ligne vitale de notre Parti. Nous devons tout ce que nous avons aujourd'hui à l'application de cette ligne. Grâce à la grande Révolution Culturelle Prolétarienne, la grande pensée-maotsétoung s'est sans précédent popularisée parmi nos sept cents millions d'habitants, et la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao est devenue plus populaire que jamais. La ligne révisionniste contre-révolutionnaire du renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière, Liou Chao-chi, a été critiquée de façon approfondie. Dans notre pays, la dictature du prolétariat ne cesse de se consolider et les forces produc-

tives sociales, de se développer à un rythme accéléré. L'esprit révolutionnaire, engendré par la grande Révolution Culturelle Prolétarienne, a déjà porté des fruits abondants. En agriculture, on a enregistré des bonnes récoltes pendant neuf années consécutives ; dans l'industrie, un nouvel essor s'est dessiné. Le troisième plan quinquennal pour le développement de l'économie nationale a été accompli avec succès. L'excellente situation prévalant sur les fronts industriel et agricole amène, à son tour, l'excellente situation qui règne dans les domaines financier et monétaire. Avancer toujours fermement suivant l'orientation indiquée par le président Mao, voilà la garantie fondamentale de la stabilité constante de la monnaie chinoise.

Contrairement à la politique réactionnaire poursuivie à l'aveuglette par l'impérialisme dans l'expansion de la production et de l'inflation, le peuple chinois déploie de grands efforts dans le développement planifié de la production, conformément à la grande pensée stratégique du président Mao : « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple », à la ligne générale définie par le président Mao : « édifier le socialisme selon les principes : déployer tous ses efforts : aller toujours de l'avant : quantité, rapidité, qualité et économie », et aux grands principes directeurs qu'il a arrêtés : « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant », « développer l'économie afin d'assurer le ravitaillement ».

Pour ce faire, notre peuple travaille dur et pratique l'économie et la diligence dans l'édification du pays, tout en développant l'esprit révolutionnaire dit indépendance et autonomie, compter sur ses propres forces. Avec le développement continu de l'industrie et de l'agriculture, nos finances vont très bien, nos marchandises offrent un embarras de choix et nos marchés sont bien achalandés. Les

prix d'une grande quantité d'articles de consommation courante restent stables, tandis que les prix des produits manufacturés nécessaires à l'agriculture, à la santé et à la vie culturelle du peuple baissent régulièrement. Le niveau de vie des travailleurs s'améliore sans cesse. La puissante économie socialiste constitue la base matérielle de la stabilité constante de nos finances et monnaie.

(A suivre.)

Kodak

(Suite de la page 4)

Chez Kodak, comme chez Renault, comme aux Batignolles, c'est une même ligne réformiste et révisionniste, ligne de la collaboration de classe qui préconise la négociation plutôt que la lutte classe contre classe, la concertation plutôt qu'un combat dur et implacable qui seule peut porter des coups au patronat et au gouvernement.

Aussi face à cette ligne de trahison, nous devons prendre en main nos propres affaires, imposer aux directions syndicales nos justes formes d'action, créer des comités de grève qui appliqueront nos propres décisions et organiseront l'action. Et pour cela il est indispensable de créer dans chaque entreprise des noyaux de militants marxistes-léninistes capables d'analyser la situation et de définir une juste ligne de masse, comprise et approuvée par l'ensemble des travailleurs pour la défense efficace de leurs intérêts de classe.

Si aujourd'hui nous avons cédé, nous devons tirer les leçons de cette lutte de façon à transformer cet échec momentané en de prochaines victoires et nous préparer à des luttes de plus grande envergure, plus dures encore, et avancer par là dans la voie de la révolution prolétarienne, du socialisme qui seul nous libérera de ce régime d'exploitation et de misère qu'est le capitalisme.

A BAS LE CAPITALISME EXPLOITEUR !

NON A LA TRAHISON DES DIRECTIONS SYNDICALES !

UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION, CLASSE CONTRE CLASSE, NOUS VAINCRONS !

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h	.....
16 h	.....
17 h	.....	sur 31 et 42 m ;
19 h	.....
21 h	.....
22 h	.....	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	.....	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30	..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



SOUTENONS LE COMBAT DE NOS FRÈRES PALESTINIENS

Les sionistes et pro-sionistes manipulent curieusement les chiffres : le niveau de vie des populations arabes des territoires occupés avait augmenté de 25 % en quatre ans, disent-ils... Et de continuer avec autant d'impudence : « Le calme règne dans les territoires occupés. » A-t-on jamais vu un peuple respecter et aimer un occupant ? Mensonges que tout cela ! Mensonges aussi toutes les prophéties des faux amis de la Résistance Palestinienne qui s'écrient depuis quelques temps : « La Résistance est morte ! » Et on analyse les « erreurs », « défaillances », « divergences » des feddayin ! Cela est bien facile... à des centaines de kilomètres des combats... au cours de conversations à bâtons rompus !

Défendons la lutte palestinienne contre ces deux attitudes ! Car la tâche du peuple palestinien est difficile. En premier lieu, affronter et vaincre les sionistes israéliens, toujours prêts pour de nouveaux crimes et derrière eux leur soutien non moins criminel : l'impérialisme américain ! Se défendre de la répression féroce des réactionnaires jordaniens également inspirés par Washington ! Se défendre enfin de tous les pièges de « solution politique ou pacifique » tendus par les sociaux-impérialistes de Moscou et leurs émules au Moyen-Orient, soucieux avant tout de partager le gâteau moyen-oriental avec leurs collègues yankees ! Le peuple palestinien a affaire à forte partie !

« Les forces réactionnaires ont leurs difficultés, et nous avons les nôtres. Mais celles des forces réactionnaires sont insurmontables, parce que ces forces s'acheminent vers la mort sans aucune perspective d'avenir. Les nôtres peuvent être surmontées, parce que nous sommes des forces jeunes et montantes ayant un avenir lumineux. »

Mao Tsé-toung.
(Citation page 219.)



Depuis septembre dernier, le peuple palestinien a supporté de rudes coups. Mais il a fait face avec courage au plan d'extermination totale mis en place par les Américano-Sionistes, avec courage et avec succès ! En Palestine, la lutte armée continue. Pour s'en convaincre, il suffit de tracer un rapide bilan des opérations

militaires de ces premiers jours de juin : à Jéricho, 4 soldats israéliens tués, 2 avions militaires détruits près de Jérusalem, plusieurs soldats israéliens mis hors de combat lors d'embuscades à Jérusalem et à Gaza.

Notre conviction profonde reste inébranlable : le peuple palestinien vaincra !
Camille GRANOT

MAURITANIE : LUTTES POPULAIRES CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le 29 mai 1968, les troupes du régime néo-colonial de Mauritanie noyaient dans le sang l'une des premières luttes ouvrières dans ce pays : Plusieurs ouvriers de la grande société impérialiste MIFERMA furent massacrés. Cette année, la commémoration de la tuerie de Zouerat se fait à l'heure où le peuple mauritanien traverse une phase décisive dans sa lutte contre la domination féodalo-impérialiste.

Le régime néo-colonial est déterminé à liquider le mouvement démocratique.

Le mouvement syndical se développe impétueusement ; les travailleurs écartent les traîtres corrompus que tente de leur imposer le régime, et refusent l'intégration des syndicats du parti gouvernemental. L'impérialisme fomenté, selon son habitude, un provocation qui aboutit à l'emprisonnement arbitraire de 19 dirigeants syndicalistes, odieusement torturés.

La grève générale déclenchée par les travailleurs pour exiger la libération des camarades emprisonnés et le respect des libertés démocratiques est sauvagement réprimée. Tous les grévistes sont licenciés et expulsés de leurs logements ! Après avoir été fermés, certains lycées ne fonctionnent que grâce à la présence en classe comme dans les dortoirs des forces de répression. Les militants syndicalistes actifs sont l'objet de persécutions quotidiennes : détention, assignation à résidence, etc.

La brutalité de la répression se fait également sentir au cours des manifestations populaires comme celles du 1^{er} Mai.

MAIS IL SE HEURTE A LA RESISTANCE HEROIQUE DU PEUPLE

Le mouvement de grève se renforce de jour en jour. Après cinq mois de grèves, la détermination des travailleurs à poursuivre leur lutte jusqu'à la victoire finale est toujours plus grande. L'indignation des larges masses populaires devant cette répression aveugle est d'autant plus grande que leurs conditions de vie sont lamentables.

Le régime néo-colonial se trouve de plus en plus isolé, d'importantes manifestations ont lieu dans plusieurs villes du pays, comme à Atar et Nouakchott où elles durèrent trois jours. Le niveau de conscience politique du mouvement se développe rapidement. Les 19 syndicalistes sont enfin libérés. Mais la lutte du peuple mauritanien continue. Elle est une composante très importante de la lutte contre l'impérialisme français pour trois raisons essentielles :

- L'importance des intérêts des monopoles français en Mauritanie ;
- Le degré de développement élevé de cette lutte ;

- Le fait que, comme toutes les luttes de libération nationale, elle soit dirigée contre l'impérialisme mondial.

C'est pourquoi toutes les forces anti-impérialistes, françaises en particulier, doivent être informées pour que soient démasqués les crimes du néo-colonialisme en Mauritanie.

Il faut aussi qu'une réelle solidarité de lutte s'établisse entre ces forces, le mouvement ouvrier français en particulier, et le peuple mauritanien dans leur lutte commune.

A bas l'impérialisme français !

La lutte du peuple mauritanien vaincra !

A PROPOS D'UNE PRÉTENDUE " RÉDUCTION DES TROUPES EN EUROPE "

UN ÉCRAN DE FUMÉE

La presse bourgeoise européenne a commenté à grand tapage la tenue de la dernière session de l'O.T.A.N. consacrée à l'étude d'une prétendue « réduction progressive des troupes stationnées en Europe ». D'après elle, les puissances impérialistes réunies à Lisbonne — l'un des bastions du fascisme en Europe — se pencheraient avec sollicitude sur le problème de la paix et de la sécurité des peuples européens ! Mais, en l'occurrence, la peau de l'agneau cache bien mal les mâchoires du loup !... La véritable nature de l'O.T.A.N. a, en effet, été très clairement analysée par le camarade Enver Hoxha, secrétaire du Parti du Travail d'Albanie :

« L'O.T.A.N. a pour but de combattre le communisme et de maintenir tous les pays membres de ce traité sous la botte et le diktat de l'impérialisme américain. Les forces agressives de l'O.T.A.N. ont pris les peuples d'Europe à la gorge et elles leur dictent la politique hégémoniste américaine. La prétendue politique indépendante, intérieure et extérieure, des Etats membres de l'OTAN est aussi libre et indépendante du diktat américain que la politique intérieure et extérieure des pays membres du traité de Varsovie est libre et indépendante du diktat du Kremlin. »

Le chef de file de ces derniers, le renégat Brejnev, s'est immédiatement saisi de la perche tendue par son complice de la Maison-Blanche en proposant, le 14 mai dernier, des pourparlers en vue « d'une réduction réciproque des troupes du traité de Varsovie et de l'O.T.A.N. en Europe ».

Il espère sans doute faire oublier l'agression révisionniste d'août 1968 contre la Tchécoslovaquie, toujours occupée.

Les deux compères entendent ainsi consolider leur sainte alliance contre-révolutionnaire visant au dépeçage de l'Europe en « chasses gardées » réciproques, consolidant leurs sphères d'influence et à écraser l'aspiration des peuples européens à la véritable sécurité.

Derrière l'écran de fumée des grands discours, les faits sont là qui démontrent de façon éclatante la volonté de maintenir l'occupation soviétique et américaine d'une série de pays d'Europe occidentale et orientale. Les troupes des deux « super-puissances » continueront, en fait, à stationner sur les territoires de ces pays pour écraser ces peuples sous les chenilles des chars et le réseau des bases militaires soviéto-américaines. Dans le même temps, ces prétendus « pacifistes » continuent à augmenter leur potentiel

militaire dans des proportions sans précédent. Matériel visant principalement la Chine Rouge, bastion du marxisme-léninisme, espoir et guide des exploités et peuples opprimés du monde.

Enfin, si la manœuvre politique engagée conduit à retirer quelques troupes symboliques d'Europe, ces dernières seraient immédiatement employées à combattre d'autres peuples souverains et d'autres luttes de libération dans le monde.

Une seule voix discordante dans le beau concert de Lisbonne : celle du gouvernement des monopoles français, opposé à tout retrait des troupes en Europe, actuellement. A qui fera-t-on croire que c'est l'URSS et ses alliés qui lui font peur ? N'est-ce pas plutôt le progrès des luttes révolutionnaires du peuple de France qui l'inquiète ? Le traité de l'OTAN prévoit en effet la possibilité d'intervention de ces troupes dans un pays membre, en cas de « subversion intérieure »...

Il a raison de s'affoler, en France comme dans tous les pays du monde, les peuples avancent à grands pas sur le chemin de la révolution. Toutes les troupes impérialistes et révisionnistes ne pourront les arrêter dans cet élan.

Annie BRUNEL

BRANDISSONS LE DRAPEAU DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Comme il fallait s'y attendre, la fraction fasciste de la bourgeoisie a mis à profit les provocations du samedi 5 juin au Quartier Latin.

Marcellin va déposer un projet de loi qui a été approuvé par le Conseil des ministres. Ce projet vise à renforcer les mesures portant atteinte à la liberté fondamentale d'association, conquise au prix de dures luttes par la classe ouvrière.

Depuis 1968 cette liberté était déjà gravement limitée dans les faits. C'est ainsi que diverses organisations et en particulier le Parti communiste marxiste-léniniste de France fondé par le regretté François Marty furent interdites.

Mais la fraction fasciste de la bourgeoisie veut aller encore plus loin. Alors que la loi de 1901 stipulait que pour qu'une organisation soit constituée il suffisait que soient déclarés le nom des dirigeants, le siège social et les buts de l'association, le projet de loi de Marcellin prévoit que désormais pour qu'une organisation soit constituée, les préfets devront la déclarer « légale ».

Toute association sera déclarée illégale en particulier dans les cas suivants :

— Si elle porte atteinte à l'intégrité du territoire national ou à la forme républicaine du gouvernement. Ce sont là des termes bien vagues en apparence mais très précis en réalité : pour la bourgeoisie, soutenir le droit à l'indépendance des peuples opprimés par le colonialisme français, c'est porter atteinte à l'intégrité du territoire national. Soutenir les peuples des Antilles pour leur indépendance, c'est porter atteinte à l'intégrité du territoire national.

Quant à porter atteinte à la forme républicaine du gouvernement, cela signifie pour la bourgeoisie : vouloir abattre la République bourgeoise pour instaurer un système infiniment plus démocratique pour le peuple.

— Si elle prévoit comme moyen d'action statutaire des manifestations armées dans la rue. Cela signifie que sera déclarée illégale toute organisation ayant dans ses statuts la révolution prolétarienne armée même si cette clause n'a qu'un caractère stratégique.

Ce projet de loi vise à interdire d'existence « légale » de toute organisation défendant réellement les intérêts du prolétariat.

Pour qu'une organisation soit constituée, il faudra qu'elle soit déclarée auparavant légale. Or on sait que pour la bourgeoisie est illégal tout ce qui porte atteinte à ses intérêts d'exploiteur, tout ce qui défend les intérêts des masses laborieuses.

TRAVAILLEURS C'EST VOTRE DROIT A L'ORGANISATION QUI EST VISE

La fraction fasciste de la bourgeoisie voudrait vous empêcher de vous organiser pour la défense de vos intérêts de classe, pour l'instauration en France de votre pouvoir.

Elle voudrait vous exploiter sans que vous puissiez vous défendre. C'est une nécessité et un devoir que de défendre les libertés démocratiques pied à pied ; c'est une nécessité et un devoir d'engager l'action résolue contre cette nouvelle loi fasciste.

La bourgeoisie a peur de la profonde colère qui s'accumule dans la

classe ouvrière, elle a peur des yeux qui s'ouvrent, elle a peur des luttes classe contre classe. Cette nouvelle loi est un aveu de faiblesse.

Si la fraction fasciste de la bourgeoisie passe à l'offensive c'est qu'elle sent qu'elle peut de moins en moins gouverner comme avant.

C'est ce qu'exprime la déclaration du bureau politique des « Républicains » dit Indépendants dont le chef de file est le banquier Giscard d'Estaing : « Le bureau politique invite en particulier le gouvernement à éliminer de l'appareil de l'Etat et des services publics les éléments qui s'y trouvent et dont le seul objet est précisément la subversion de l'Etat. »

Ces mots ont au moins le mérite de clarté. C'est un appel à l'élimination de tous ceux qui n'acceptent pas ou mal la fascisation, dans la magistrature, éventuellement la police et l'armée, et surtout dans l'enseigne-

ment, la télévision, la radio, chez les fonctionnaires.

La fraction fasciste de la bourgeoisie ne veut plus qu'on s'oppose à elle dans l'appareil d'Etat ; elle veut une télévision totalement muselée, des fonctionnaires à sa botte, agissant sans poser de questions. Elle veut pouvoir opprimer le peuple en toute liberté. Elle veut accélérer le recours au fascisme.

Les marxistes-léninistes agiront de toutes leurs forces pour que ses objectifs ignobles soient dénoncés, pour que chaque nouvelle mesure de fascisation soit combattue, pour que la classe ouvrière unie à la base et dans l'action se dresse contre l'offensive fasciste.

A BAS LA LOI FASCISTE.

A L'ACTION CONTRE LA FASCISATION.

André COLERE

A BAS LES AGRESSIONS FASCISTES !

La fraction fasciste de la bourgeoisie a de plus en plus fréquemment recours aux agressions des bandes fascistes. Elle vise ainsi à créer un climat de terreur et surtout à renforcer la répression contre les anti-fascistes. Elle monte des provocations, puis se donnant un rôle d'« arbitre » entre ceux qu'elle nomme « extrémistes de droite et de gauche » elle renforce sa répression contre les anti-fascistes ; elle se présente comme voulant faire respecter les libertés démocratiques bourgeoises et les liquide progressivement dans les faits. Elle utilise les bandes fascistes pour tenter de justifier la fascisation.

Il en va ainsi à Grenoble. Le 28 mai, des voyous fascistes sud-vietnamiens et français viennent faire l'apologie des criminels de guerre yankees et saïgonnais devant le restaurant universitaire Diderot. Ils blessent deux étudiants par balles et trois autres à coups de sabre.

D'après « France-Soir » un commissaire de police aurait dit que les étudiants n'avaient qu'à se débrouiller entre eux, qu'à mener leur propre enquête. Ce qu'ils firent. Le dirigeant du commando fasciste est séquestré par des étudiants, puis devant environ 150 étudiants qui s'intitulent tribunal populaire, il est questionné et admet avoir donné l'ordre de charger les étudiants le 28 mai. Il est relâché indemne. Dès lors, la répression s'abat non pas sur les fascistes (un seul est arrêté : celui qui a admis avoir dirigé le commando ; il faut bien préserver les apparences !) mais sur les anti-fascistes dont certains sont arrêtés et se voient supprimer le droit de se réunir pour faire connaître les résultats de leur enquête.

En ce qui nous concerne, nous estimons qu'il faudra effectivement un jour créer des tribunaux populaires mais lorsqu'existera un pouvoir prolétarien, ou dans la période de la Révolution.

Ceci dit, il est clair que la bourgeoisie a mis à profit les provocations fascistes pour renforcer la répression contre les progressistes. En interdisant dorénavant toute réunion en réalité seulement symbolique de « Tribunal populaire », elle vise en fait à interdire toute enquête sur les activités fascistes et l'expression en public des résultats de ces enquêtes.

Une fois de plus les dirigeants du P.C.F., en mettant sur le même plan l'agression fasciste et sa riposte anti-fasciste, rendent un fier service à la bourgeoisie qui cherche à justifier la répression en pratiquant l'amalgame.

Le temps est-il encore éloigné où révisionnistes et fascistes veilleront la main dans la main « au bon déroulement des examens », « aux revendications dans l'ordre à l'intérieur des usines » ?

A l'agression fasciste de Grenoble, il faut en ajouter d'autres. Ainsi au lycée Turgot à Paris, des nervis fascistes de l'UJF ; organisation bien connue pour ses liens avec le gouvernement, frappent tous ceux qu'ils trouvent sur leur passage, lycéens, professeurs, à coups de nerf de bœuf, de chaîne de vélo.

La police, présente à proximité, les laisse partir comme ils sont venus, en toute liberté.

A Aix en Provence, des nazis d'« Ordre Nouveau » tirent des coups de fusil sur des étudiants.

A cela, il faut ajouter les nombreuses agressions contre des travailleurs algériens, dans les rues, dans des cafés, à Aix-en-Provence, Nanterre, Lyon, Nice, Bourg-en-Bresse, Perpignan, Toulouse, etc.

La bourgeoisie fasciste aura recours à de nouvelles agressions, et de plus en plus nombreuses. Elle veut que les travailleurs se laissent exploiter en silence. En cela elle se trompe lourdement.

**A BAS LES AGRESSIONS FASCISTES !
A BAS LES ATTEINTES A LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION !**

L'ÉTAT BOURGEOIS RÉPRIME LE DROIT DE GRÈVE



LES GRÉVISTES DE LA SAVIEM FACE AU SERVICE D'ORDRE

Quand, il y a un mois, les employés de l'hôpital de Châlons-sur-Marne, en grève, voulurent manifester à l'intérieur de l'établissement, ils en furent empêchés par de très importantes forces de police qui en interdisaient l'accès.

La semaine dernière, les cheminots d'Avignon prenaient l'initiative d'un mouvement de grève dont l'ampleur continue de croître. Immédiatement les C.R.S. investissaient la gare d'Avignon qu'ils ont « occupée » plusieurs heures.

A Compiègne, les 950 ouvriers de l'entreprise Colgate-Palmolive, ayant déclenché un mouvement de grèves tournantes, ont été lock-outés. Sur un simple coup de fil de la direction de ce trust américain, l'usine était investie par les gardes mobiles.

A Usinor-Dunkerque, enfin, les grévistes qui occupent les lieux depuis plusieurs semaines viennent d'être sommés de prendre la porte par le tribunal des référés de Dunkerque. En cas de non-exécution de leur part « il pourra être fait appel à la force publique » déclare le jugement...

Ainsi la bourgeoisie envoie sa police contre les ouvriers en grève. Ce n'est pas un phénomène nouveau, tant s'en faut, les mineurs du Nord qui comptaient des morts dans leurs rangs pendant les grèves, il n'y a pas si longtemps, le savent bien. Mais, à l'exception des grandes grèves de Mai-Juin 68, le gouvernement des Monopoles préférerait, ces dernières années, éviter cet affrontement par trop voyant avec la classe ouvrière de France. Car il est bien difficile dans ce cas, d'accréditer la thèse de la « participation » et des « désordres causés par quelques étudiants ».

L'approfondissement de la crise générale du capitalisme, la montée irrésistible des luttes révolutionnaires en France, ne lui permettent plus de garder cette marge de manœuvre et l'oblige à jeter le masque. Le vernis de la « démocratie » bourgeoise craque à toute allure révélant le vrai visage d'un Etat de plus en plus fascisant. « Derrière chaque grève se profile l'Hydre (le monstre) de la révolution » disait un ministre fasciste allemand. Mais la grève, comme la révolution ne terrorisent que les exploités. Les C.R.S. n'ont pas réussi à intimider les ouvriers de Palmolive qui en manifestant devant leur usine, ont imposé leur retrait. Ils n'intimideront pas davantage la classe ouvrière et le peuple de France dont les luttes se développent impétueusement.